

ÉTUDE DES PRATIQUES D'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Territoire de Saint-Malo Agglomération



Communauté
d'Agglomération
du Pays
de Saint-Malo

HORIZONS
Solidaires

 **Pôle
ESS**
PAYS DE
SAINT-MALO

DIPLT
*Des idées
Plein la
Terre*


Contexte

L'Agglomération de Saint-Malo a arrêté son PCAET en décembre dernier. Ce plan vise l'atteinte d'objectifs ambitieux pour lesquels la mobilisation de tous les acteurs est nécessaire. L'éducation à l'environnement pour l'ensemble des publics (grand publics, résidents, touristes, scolaires, entreprises...) de tous âges est donc une nécessité.

Depuis 2014, une semaine du développement durable est organisée par l'Agglomération et la Ville de Saint-Malo. Cet événement réunit, autour d'un thème, un grand nombre d'acteurs du territoire avec un programme dense sur une période donnée.

Par ailleurs, de nombreuses structures proposent également des animations tout au long de l'année.

Cependant, il est apparu essentiel de structurer un réseau de professionnels et d'associations dans le but d'offrir un programme d'éducation à l'environnement sur le territoire. Il s'agit de s'appuyer sur l'existant (programme, animations, acteurs...). Enfin, les espaces publics ont été identifiés comme pouvant servir d'incubateurs à l'éducation à l'environnement, ils pourront donc être des supports.

Rappel de l'objet de la mission

Analyse de l'existant dans l'objectif d'identifier les publics touchés et les thèmes abordés actuellement :

- Identifier l'ensemble des acteurs du territoire ou pouvant intervenir sur le territoire ainsi que leurs envies de développement.
- Recenser les événements, manifestations, actions existantes et public cible

Vers une offre d'éducation à l'environnement complète (tous public)

- Faire une analyse type AFOM (SWOT)
- Identifier les domaines et les pistes d'actions pouvant être développés
- Proposer des scénarii avec la construction d'un programme type par public et thèmes.
- Proposer une structuration de ce réseau et des outils à mobiliser (convention, appels d'offre, régie...) par Saint-Malo Agglomération pour le concrétiser.

Présentation des structures

DIPLT

DIPLT est une association d'éducation à l'environnement et de mise en action des habitants en matière de transition écologique.

Créée en 2014, DIPLT a mené ses premières interventions auprès de différents publics au printemps 2015. Très vite l'association, dans une perspective de création de synergie et d'une volonté de travail en partenariat, a organisé des rencontres entre acteurs locaux d'EEDD du Pays de St Malo.

Plus d'une trentaine de structures de tout types ont participé à ces temps de travail qui ont permis interconnaissance et émergence de projets de coopérations.

Fort de cette culture du réseau, et des expérimentations menées depuis 4 ans sur le sujet, DIPLT voit dans cette étude, l'opportunité de partager ses réflexions, ses capitalisations et de permettre de mettre en œuvre une étude laissant place à l'intelligence collective.

Horizons Solidaires

Horizons Solidaires est le Pôle de développement de l'Economie Sociale et Solidaire du Pays de Saint-Malo.

Créé en 2009 en statut associatif, le réseau compte aujourd'hui une soixantaine d'adhérents. Multi-sectoriel, regroupant des entreprises de tailles diverses, fin 2018, le Pôle représente 700 emplois et 20 secteurs d'activités dont l'environnement et la formation.

Le Pôle ESS fait partie d'un écosystème régional composé de 18 autres Pôles des TAG et de la CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire).

Ses missions s'articulent autour de trois grands axes :

- **Développer l'emploi** et l'entrepreneuriat ESS
- **Conduire des projets collectifs** entre acteurs du territoire
- **Développer une culture ESS**

C'est avec la richesse de son réseau et la volonté de faire du développement durable une des priorités du plan stratégique que le Pôle participe à cette étude.

Participants à l'écriture / apport en expertise de filière :

REEB

Le Réseau d'éducation à l'environnement (EE) en Bretagne a pour ambitions :

- Favoriser le développement de l'éducation à l'environnement en Bretagne, à toutes les échelles de territoire, par tous et pour tous.
- Mettre les acteurs en réseau.
- Mutualiser savoirs, expériences et savoir-faire en matière d'éducation à l'environnement.
- Susciter la participation au développement de l'éducation à l'environnement.

Le Réseau est né en 1992, il comprend une centaine d'adhérents, en majorité des associations. Il représente l'EE en Bretagne dans de nombreuses instances et co-anime l'espace de concertation régional avec les institutions, la plateforme régionale d'EE.

Il œuvre dans 3 axes :

- **Le soutien à l'organisation des acteurs et le développement de la coopération dans les territoires.** Il a notamment une mission de facilitation de la création de réseaux locaux d'EE dans les territoires. Il anime une commission « Réseaux territoriaux d'EE » qui comprend une cinquantaine de membres, dont 7 réseaux. 1 seul est formalisé en association (REEPF). La commission travaille en ce moment sur son nouveau projet à 2 ans : l'évolution des réseaux territoriaux vers un lieu ressources, d'accompagnement et de co-construction avec les acteurs du territoire.
- **Informier**, apporter de la ressource, valoriser l'EE et l'action de chacun de ses adhérents
- **Développer les pratiques de l'EE**, l'innovation à travers des commissions thématiques et des actions de professionnalisation des acteurs (journées d'échanges et formations,...).

Préambule

Cette étude est le résultat de rencontres avec les acteurs du territoire. 4 réunions aux formats différents nous ont permis de nourrir chaque axe de cet écrit.

Tout d'abord 3 réunions dites participatives pour poser le socle de la démarche, réfléchir ensemble et co-construire la dynamique.

La méthodologie choisie fut dès le départ celle de l'intelligence collective, en cohérence totale avec l'adn des deux structures animatrices de cette étude.

Chaque participation, chaque intelligence, chaque connaissance a ainsi pu converger vers un but commun grâce à des techniques d'animation facilitant la participation de tous. Ces moments ont été préparés dans les moindres détails pour qu'une fois les temps d'introduction en collectif passés, le groupe se divise en plusieurs petits sous groupes pour alimenter l'étape en cours.

Il était important qu'aucun acteur ne prenne le lead sur ce travail, il y avait de la place pour toutes les personnalités. Cette vigilance a permis d'instaurer un climat de confiance, essentiel au bon déroulé de ce travail.

Après ce cycle de trois réunions avec le groupe constitué, nous nous sommes saisi des Ateliers du Territoire pour questionner sous un autre angle l'étude.

Les Ateliers du territoire est un outil de rencontres citoyennes qui permet l'avancée, le déblocage ou la construction de projets pour le territoire. Basés sur la technique du co-développement et du brainstorming, cet outil se concrétise chaque mois lors de soirées organisées dans des lieux du territoire Rance-Emeraude.

En confrontant l'avancée de l'étude à un groupe de personnes neutres au processus, nous avons pu faire un pas de côté pour questionner certains pans.

Au final, c'est une quarantaine de personnes que nous avons croisé et questionné. Le processus s'est voulu le plus collectif possible et nous espérons que cela donnera d'avantage de valeur à chacun des mots posés ici.

Nous tenons à remercier : Yves Liegeois ; Manuel Lesacher ; Marjorie Duclos ; Sarah Larcher; Marion Nury ; Jean Claude Pont ; Yann Perraud ; Clémentine Souchet ; Karine Havard ; Séverine Bourserie ; Alicia Micard ; Jean-Pierre Rousseau ; Mickaël Chemin ; Mylène Bontron ; Loïc Martin ; Ho-Yann Neveu ; Titouan Redier ; Benoit Le Foulgoc ; Ondine Hingant ; Estelle Petiau ; Véronique Babut ; Françoise Burlot ; Nathalie Bernard-Griffiths ; Camille Lestang-Valette ; Sandrine Guerrand ; Elise Motte ; Vanessa Taillandier ; Yvan Jelas ; Mireille Levallois-Baleine ; Aline Lejart ; Camille Guérin ; Christine Boulc'H Mascaret ; Yoann Le Magadou, Morgan Grivaud ; Amandine Jourdheuil ; et Morgane Perrette.

Merci à Sophie Houbart du REEB pour son regard et ses contributions.

Merci également à Adélaïde Giraud et Hélène Coudray pour leur travail graphique, apport essentiel à ce travail.

Le travail rédactionnel de cette étude a démarré peu de temps avant le début du confinement imposé à chacun d'entre nous.

Le Covid-19 a malheureusement mis de la distance à un moment où une dynamique de groupe s'était créée.

Nous espérons que ces temps d'échanges et de co-constructions seront à nouveau possibles tant la mobilisation collective est riche d'idées et d'envies.

Sommaire

Contexte	1
Rappel de l'objet de la mission	1
Présentation des structures porteuses	2
DIPLT	2
Horizons Solidaires	2
REEB	3
Préambule	3
Introduction	5
I. Recensement des acteurs EEDD et de l'offre EEDD	5
Recensement des acteurs	5
Entrée territoriale	6
Une forte diversité d'acteurs	7
les réseaux EEDD locaux existants	8
Typologie des structures recensées (partie questionnaire)	7
Trajectoires	8
Des valeurs et des chemins	8
Ce qui se poursuit	9
L'envie de développement	9
Transversalités	10
Les publics	10
La couverture géographique de l'EEDD par les acteurs principaux	12
Calendrier d'événements	13
II. Analyse SWOT	14
SWOT de l'Education à l'environnement et au développement durable sur le territoire de St Malo	14
III. Définition d'un programme général d'EEDD à l'échelle de SMA	17
Elaboration des Scénario de programme : le processus (chapeau de Bono)	17
Élaboration des Scénarios de programme : les apports des groupes de travail	18
Groupe 1 : échantillon 1 d'acteurs locaux de l'EEDD	18
Groupe 2 : échantillon 2 d'acteurs locaux de l'EEDD	18
Groupe 3 : habitants ayant participé aux ateliers du territoire	19
Un plan d'inspiration d'actions	21
Les intentions du programme	21
Le listing d'actions	21
IV. Mise en réseau	25
Ce qui est contributif de la mise en réseau	25
Ce qui n'est pas contributif de la mise en réseau	26
Conclusion	28
Annexes	28

Introduction

Qu'est ce que l'EEDD par le REEB

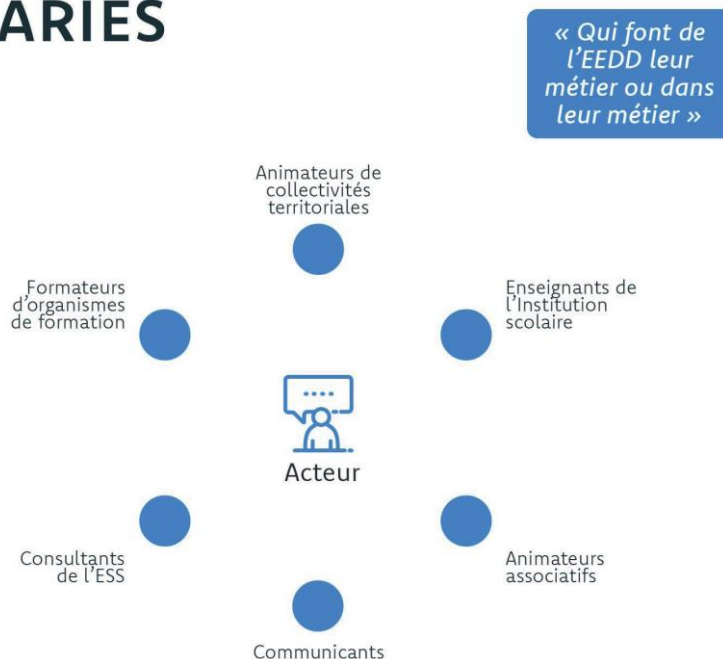
L'éducation à l'environnement et au développement durable est une éducation qui met au premier plan les valeurs de coopération, solidarité, respect de la vie humaine et non humaine, et qui a pour finalité la responsabilisation et l'engagement des citoyens dans l'action. Plutôt que de subir les crises en baissant les bras, les citoyens retrouveront le sens de l'avenir et d'un horizon espéré.

I. Recensement des acteurs EEDD et de l'offre EEDD

Recensement des acteurs

Travailler sur le recensement des acteurs de l'EEDD consiste dans un premier temps à savoir qui génère ou est contributif de l'EEDD. Le schéma ci-dessous, issu du Réseau de l'Éducation à l'Environnement en Bretagne, nous montre qu'il y a une variété d'acteurs.

UNE SPHÈRE D'ACTEURS VARIÉS

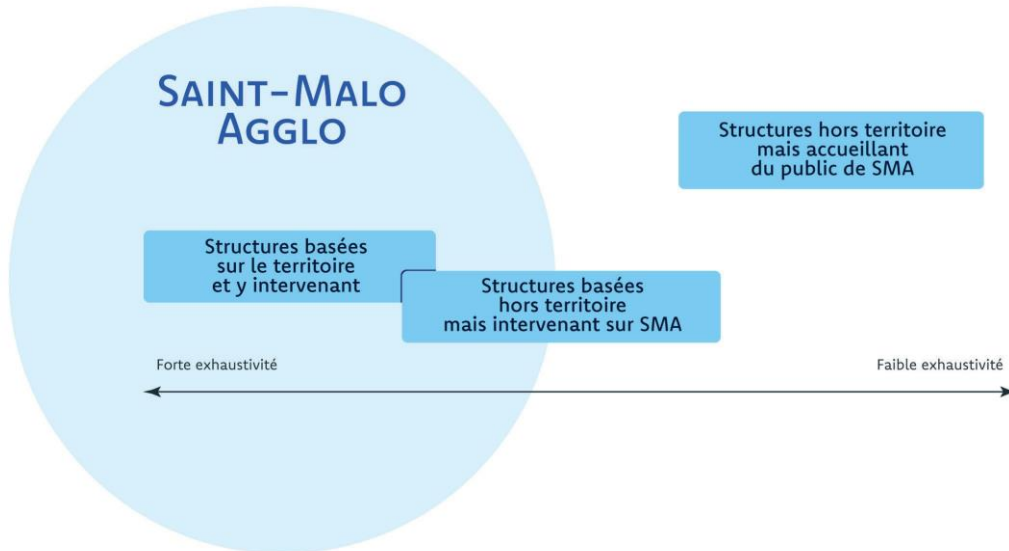


Le recensement effectué ne peut donc être exhaustif car face un foisonnement d'acteurs, mouvants dans leurs pratiques, et des frontières floues il est difficile d'identifier tout le monde. De plus, certaines structures ne font pas partie de réseaux et sont donc plus difficilement identifiables.

Cette difficulté d'exhaustivité est d'autant plus vraie quand on s'éloigne géographiquement du territoire et psychologiquement du métier d'éducateur à l'environnement.

Afin de glaner un maximum de contacts nous avons raisonné en 2 axes comprenant chacun différentes sphères en cherchant à être plus ou moins exhaustif selon l'éloignement :

Entrée territoriale:



Une forte diversité d'acteurs :

Ainsi, tel que le montre en partie le recensement en annexe (*annexe 1*), nous trouvons une variété de structures selon l'axe métier :

« Dont c'est le métier »



« Qui en font dans leur métier »



Les réseaux EEDD locaux existants

Le réseau du Pays de Dol St Malo

Lors de sa création, DIPLT a invité toutes les structures, professionnelles ou bénévoles, œuvrant dans le champs de la sensibilisation et de l'information environnementale sur le Pays Dolois et ses environs (St-Malo - Combourg) en vu de créer un réseau local. Se sont joints également des structures intéressées par le sujet (culturelles, institutionnelles, etc.). Des temps de réunions ont permis de créer de l'interconnaissance, et d'imaginer des actions communes. Faute de temps et de financement, il était difficile de poursuivre l'animation de ce réseau. Toutefois des actions sont ressorties en partie de ce travail, telle la Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides portée par le SBC Dol, et Bouge ta Baie!, le festival de la transition écologique organisé par DIPLT.

Le collectif EE mer et littoral de la Côte d'Émeraude

Le collectif créé en 2018 est un regroupement d'acteurs associatifs du territoire de la Côte d'Émeraude spécialisés dans l'éducation à l'environnement en milieu marin. Il propose son expérience en éducation à l'environnement sur le littoral pour accompagner tout type de public. La diffusion collective de ses différentes initiatives doit permettre la création de parcours éducatifs cohérents pour les établissements scolaires, un accompagnement ciblé pour les institutions publiques ou privées, une offre d'animation de découverte pour le grand public.

Les membres : Association Al'Lark ; Association Sensation littoral ; Centre Nautique de Lancieux ; Association Planète Mer ; Association Escale Bretagne

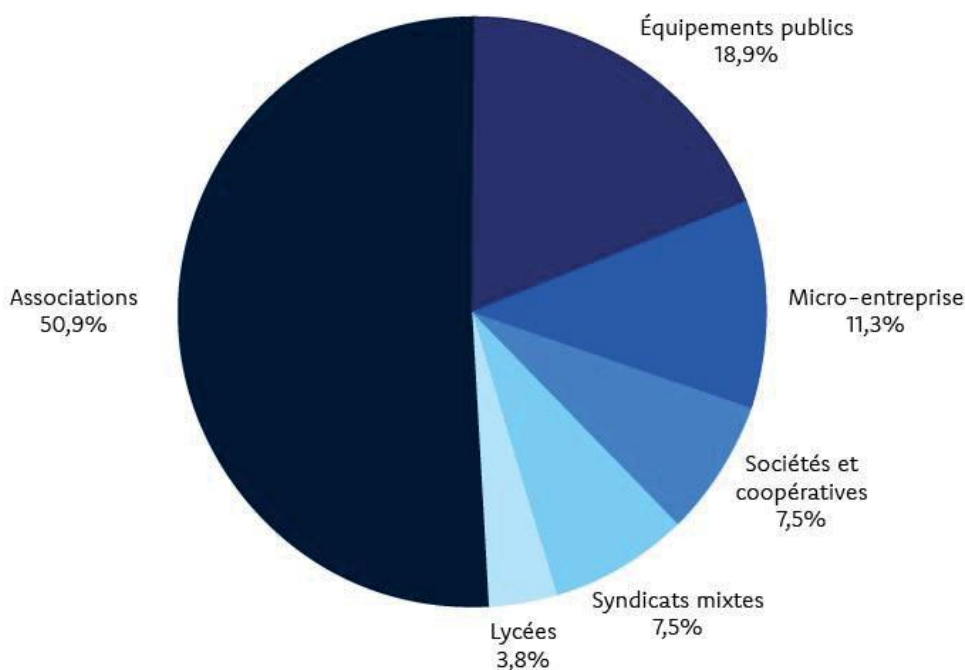
Site internet du Collectif : www.ceelce.wordpress.com/contact ; ceelce@gmail.com

Typologie des structures recensées (partie questionnaire)

Pour l'étude, 53 structures se sont prêtées au jeu du recensement et du questionnaire.

Sur 53 structures, 27 sont des associations, 10 des équipements publics et des collectivités territoriales, 6 des micro entreprises, 4 des syndicats mixtes, 4 des sociétés et coopératives, 2 des lycées.

TYPLOGIE DES STRUCTURES RECENSÉES



Trajectoires

(Voir carte mentale « Trajectoires EEDD » en annexe 2)

Des valeurs et des chemins

Les acteurs de l'EEDD sont en mouvement. Qu'ils soient bien établis, ou en développement, expérimentés ou plus jeunes sur le territoire, ils sont tous nécessaires à la transmission et à la sensibilisation à l'environnement et au développement durable.

Se retrouvant autour de valeurs et d'engagements, chacun a ses propres aspirations, objectifs, projets et rêves. Qu'il s'agisse de nouvelles coopérations, d'élargissement des publics, d'étoffement des équipes ou de mener de nouvelles actions complémentaires, chacun son chemin.

Nous avons donc voulu les connaître pour mieux comprendre ces trajectoires.

Que vivent-ils présentement ? Comment se projettent-ils ? A qui s'adressent-ils ? Quelle relation au territoire ont-ils ? Ont-ils d'autres ambitions que leur réalité actuelle ?

Ce qui se poursuit

En premier lieu, tous partent du principe que leurs actions sont non seulement à poursuivre, mais elles doivent être reconnues et d'avantage valorisées. Certains de leurs programmes n'ont pas encore croisé de public, d'autres fonctionnent très bien et doivent être pérennisés et optimisés.

L'aspect Développement Durable doit cependant être mieux intégré aux actions. Peut être en accentuant la sensibilisation, sûrement en ne lâchant jamais la pression. L'engagement est là !

Les thématiques concernées et à poursuivre :

- La santé et l'environnement
- L'énergie
- La consommation
- Le Jardin
- L'eau
- Le littoral
- L'alimentation durable
- La mobilité

L'envie de développement

Les acteurs veulent grandir, à travers de nouvelles actions, des réorganisations, un élargissement de leur couverture territoriale, une hausse de leurs bénévoles et de leurs partenaires.

Ils souhaitent toucher de nouveaux publics, comme les scolaires, les élus, le grand public et les personnes socialement éloignées.

Cela implique nécessairement de penser à des projets plus conséquents, de réfléchir à un ancrage sur le territoire, de lancer de nouveaux programmes, d'organiser des événements et de mener la communication qui va avec.

Transversalités

Se croiser pour co-construire est un besoin grandement exprimé par les acteurs.

Les savoir-faire et les connaissances de chaque secteur du territoire sont complémentaires.

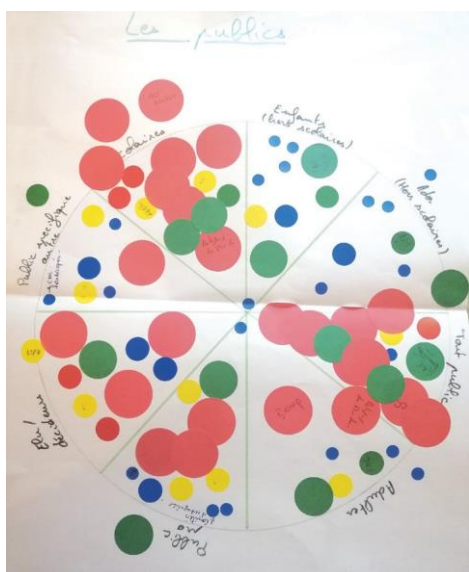
Ainsi, il paraît évident qu'en créant des ponts entre les structures et leur territoire d'action, l'EEDD gagnera en efficacité.

Pour parvenir au développement des partenariats, qui semblent être une envie commune aux acteurs, il est essentiel de trouver la meilleure coordination possible, de travailler en réseau pour se structurer, collaborer et se connaître.

Un pas vers les élus ainsi que la mutualisation de compétences et moyens peuvent être des pistes efficaces pour y parvenir.

Les publics

(Données issues de la réunion participative #1, atelier #2)



Afin de comprendre à quels types de publics s'adressaient l'éducation à l'environnement menée sur le territoire, il a été demandé à chaque structure présente de placer des gommettes de tailles différentes pour identifier le, les publics auxquels elle s'adressait à travers ses actions.

S'agissant de représentation des acteurs eux même, ce schéma visuel permet de mettre en exergue la diversité de publics touchés par les actions tout en démontrant des concentrations et des manques.

Ci-contre, un visuel pour rendre compte des publics touchés selon leur importance.

De façon évidente il ressort que le public type familial et scolaires, sont ceux qui sont le plus ciblés par les actions locales.

A noter une faible représentation des publics spécifiques, des enfants et adolescents hors scolaires et des adultes.

Photo du rendu de l'atelier #2.

En revanche, il nous faut souligner la spécificité de notre territoire qui possède un environnement naturel unique. Cela attire chaque année un grand nombre de public extérieur.

Ce flux de visiteurs bénéficie donc aussi de l'offre d'éducation à l'environnement dispensé par les structures du territoire. Cela concerne des groupes scolaires en provenance de tout le pays et bien évidemment des particuliers de toute nationalité. A travers ces pratiques ils découvrent notre écosystème marin et terrestre et y sont sensibilisés.

L'offre d'éducation à l'environnement vient donc participer à la diversité de l'offre touristique locale.



Le regard du REEB - l'œil de l'expert

En ce qui concerne la typologie des acteurs, nous observons une augmentation du nombre d'entreprises et notamment de microentreprises à l'échelle régionale comme sur ce territoire où elles représentent 20 % des structures répertoriées. Il existe un certain nombre d'éducateurs ex-salariés d'association qui, ne trouvant pas d'emploi ou par choix, deviennent auto-entrepreneurs. Ils partagent la même culture et des valeurs identiques à celles portées par les associations.

Le contexte économique a fragilisé les associations mais aussi les entrepreneurs, dans le cadre de la COVID 19. Tous sont acteurs de l'éducation à l'environnement.

Un point de vigilance est à noter cependant : lorsqu'ils répondent ensemble à une commande publique, cette situation de mise en concurrence met en danger les associations (risque fiscal d'imposition aux impôts commerciaux et risque de transformation de l'association en bureau d'études). Il est donc important de créer de la coopération entre tous types d'acteurs et d'avoir recours si possible à des modes de financement qui ne génèrent pas la concurrence au risque de fragiliser le secteur.

La multiplicité des événements grand public est un formidable levier pour améliorer la visibilité de l'éducation à l'environnement, tout en prenant le soin de valoriser l'éducation au sens large, mais aussi chacun des acteurs qui en font leur métier ou qui en font dans leur métier.

La couverture géographique de l'EEDD par les acteurs principaux

(Données issues de la réunion participative #1, atelier #1)

Des acteurs présents jusqu'à Rennes, et surutilisation de certains territoires (notamment côte).

Il a été demandé à chaque acteur de placer sur le territoire de SMA, qui a été « pixelisé », un point sur chaque « pixel » occupé par une action d'EEDD. Un vingtaine de structures ont participé à cet exercice. S'en est suivi un commentaire et une analyse de groupe afin d'alimenter le **SWOT**.



Capture de la cartographie « pixelisée » complétée par les participants de l'atelier #1.

D'une manière générale, nous nous apercevons par cette illustration que les activités sont concentrées en grande majorité dans les pôles urbains les plus importants (St Malo notamment), et sur le trait côtier.

L'attraction par les pôles urbains peut répondre à la problématique d'aller vers un public à la densité plus forte et donc potentiellement toucher plus de monde. Mais l'analyse SWOT ci-dessous révèle d'autres facteurs explicatifs.

La concentration sur le trait côtier répond à une spécificité géographique territoriale. Cette zone d'intérêt et attractive, sert de support à l'EEDD. Le public y est aussi bien des locaux apprenant de ce milieu qui leur est proche physiquement. Mais également des personnes venues de l'extérieur du territoire pour profiter du patrimoine naturel particulier déterminé comme « exceptionnel ».

Par effet de contraste on s'aperçoit de certains « trous dans la raquette » à savoir les zones « ordinaires » (par opposition à extraordinaire). Celles-ci se situent dans les zones rurales (champs, marais, forêts, etc.), ainsi que les quartiers périphériques de l'agglomération principale et certains villages très peu touchés tel que St Jouan de Guerët, Chateaufort d'Ille et Vilaine, etc. Ces zones ne sont absolument pas à négliger car elles appartiennent à notre environnement (ce qui nous entoure) et sont source d'exploration d'enjeux actuels et d'acquisition de connaissances / savoirs.

Calendrier d'événements

Afin de recenser les événements d'éducation à l'environnement et de développement durable organisé sur le territoire, nous sommes repartis de la trame existante appartenant à Saint-Malo Agglomération et l'avons complété grâce aux retours des participants à l'étude.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	octobre	Novembre	Décembre
Récolte des déchets	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Initiatives océanes surfriдер	■											
journée mondiale des zones humides		■										
Semaine des alternatives aux pesticides			■									
Marché aux fleurs de Saint Père				■								
Open 35				■								
Marché aux fleurs de la Briantais				■								
Journée des scolaires					■							
Faites du nautisme					■							
Ballade Chlorophylle					■							
Portes Ouvertes Utom					■							
Semaine du Développement Durable					■							
Journée mondiale de l'océan					■							
Fête de la nature					■							
Fête du vélo						■						
Bienvenue dans mon jardin						■						
Journée naturaliste						■						
Les Nuits de l'engoulement						■						
Fête des possibles								■				
Village des mobilités								■				
Journée de la transition								■				
World clean up day								■				
Fête de l'huitre								■				
Nettoyons la nature								■				
Rame d'espoir								■				
Raid aventure									■			
Festival alimenterre									■	■		
Route du rhum											■	
Festival pour le climat												■
Marché de Noel ethique et solidaire												■

- Mondial, national, communes, collectivités
- Evénements acteurs de l'EEDD
- Evénements auxquels se rattachent les actions de l'EEDD

Ce qui ressort de ce calendrier :

- Les actions de ramassage des déchets s'organisent tout au long de l'année.
- Les projets en direction des scolaires s'organisent entre les acteurs de l'EEDD et les établissements scolaires tout au long de l'année également.
- Il est à déplorer qu'il ne se passe que très peu de choses l'été, période où le flux touristique augmente pourtant.
- Les mois de mai et septembre sont très riches.
- Il y a autant d'événements d'envergure mondiale, nationale et ou à l'initiative des collectivités, que d'événements organisés directement par les acteurs de l'EEDD.
- Quelques événements de contenus et couleurs différents peuvent prétendre faire indirectement de l'EEDD.

II. Analyse SWOT

Afin de compléter cette matrice, nous avons collecté de la matière via différentes manières :

- **observation de terrain :**

Etant nous-même deux structures impliquées dans le territoire, y ayant expérimenté des actions dans une culture de mise en réseau, de travail de synergie, et de partenariat variés, nous avons pu capitaliser dans un premier temps nos observations. Celles-ci ont été analysées avec prise de recul en s'appuyant sur des lectures et productions sur le sujet, et des retours de la structure référente de l'EEDD régionale, le REEB.

- **des réunions participatives :**

Ces réunions ont permis de rassembler différents représentants d'acteurs principaux de l'EEDD ayant pu apporter leur part d'expérience. Les ateliers participatifs #1 et #2, principalement, ont permis de récolter cette matière collective. Les ateliers menés lors de la « réunion participative #1 » ont cherché plus à questionner le maillage en terme géographique et de public. Ceux de la « réunion participative #2 » se sont plus concentrés sur la co-création d'un SWOT vis-à-vis du niveau de service en EEDD sur le territoire et de son éco-système.

Cet éclairage collectif a été complété par l'animation proposée lors de « l'atelier du territoire », le 12 février, qui a réuni des citoyens du territoire.

SWOT de l'Education à l'environnement et au développement durable sur le territoire de St-Malo

Interne à l'écosystème

Forces

Deux types de publics bien touchés quantitativement :

- De nombreuses actions envers le « tout public », et celle vers les scolaires (primaires principalement)

Des programmes, et des outils existants :

- Il existe des outils de sensibilisation et de communication variés sur le territoire.
- De nombreuses conférences sont organisées sur le territoire (entreprises, acteurs sociaux).
- Des partenariats avec d'autres structures (hors EEDD) existent.
- Il est constaté un savoir faire et de nombreuses animations, des actions variées.
- Présence d'infrastructures agissant sur : les changements de comportements, l'environnement de l'habitant et participant à l'EEDD (piste cyclable, magasin d'alimentation local, etc.). Principe du « nudge »
- Des communes ayant une appétence pour l'EEDD

Une mise en réseau amorcée :

- Des outils structurants sur lesquels capitaliser tant dans leur forme que le processus qui leur a permis d'exister : charte d'Éducation à l'Environnement du Parc Naturel Régional, la charte du REEB, différentes chartes associatives, etc.
- Des acteurs qui se connaissent en partie via des dynamiques de mise en réseau (SEDD, Horizons Solidaires, à l'échelle du Pays les rencontres de DIPLT entre acteurs locaux de l'EEDD, REEB, le collectif d'EE de la Côte d'Émeraude, Coeur Émeraude et sa démarche de PNR, le collectif les Vagues, etc.)
- Des partenariats en cours entre structures aux typologies va-

Faiblesses

Des acteurs pas assez connectés :

- « On ne se connaît pas. » Manque d'interconnaissance. Des outils manquent tel une cartographie, une charte, un répertoire.
- La peur de travailler en réseau (peur de la concurrence, peur de perdre son projet, son éthique, etc.)
- Manque d'un partage de compétences.
- Peu d'interconnaissances décideurs (élus) / structures
- Les acteurs manquent de temps pour la co-construction et le développement des partenariats.
- Peu de relations entreprises / acteurs principaux de l'EEDD, ou agriculteurs / acteurs principaux de l'EEDD. Manque de liens et de liant.
- Manque de transversalité et de transdisciplinarité. (lien avec l'art, le numérique, le design collaboratif, la recherche, etc.)
- Absence de chargé de partenariat, de référents qui portent les compétences de la co-construction et les démarches partenariales dans les structures.
- Difficulté à impliquer les professionnels de la mer dans les actions éducatives.

Des programmes à mûrir :

- Programme envers les scolaires met un cadre trop contraignant. « un circuit limitatif » d'intervenants.
- Il n'existe pas d'éco ambassadeurs dans tous les établissements scolaires, et ils manquent du temps et des moyens pour les accompagner. Ils sont de bons référents pour des actions transversales de sensibilisation des jeunes.

Des contraintes économiques :

- Les professionnels ont un coût qui est difficile parfois à financer.

riées (entreprises-associations, associations-associations, associations-collectivités, etc.).

- des acteurs présents en nombre lors de l'étude. Plus de 36 structures représentées.

Présence d'un savoir faire local :

- Une variété d'acteurs faisant de l'EEDD et notamment des acteurs dont c'est le métier (une vingtaine intervenant régulièrement sur le territoire)
- Existence d'un écosystème d'EEDD. Des structures s'étant en partie identifiées entre elles. Les rencontres organisées pour cette étude ont accentué ce point.
- Des actions menées par des bénévoles et par des professionnels. Une complémentarité existe du fait de la différence de statut.
- Des structures qui contribuent à l'éducation populaire.

- Coût du transport pour les groupes.
- Du temps perdu à chercher de l'argent.

Un déséquilibre dans la répartition de l'EEDD :

- Des sites géographiques sont sur-sollicités et les règles d'accessibilité parfois pas respectées (déclaration préalable).
- Des zones peu investies tels les centres-villages, l'intérieur des terres (les zones « ordinaires »)
- Des thématiques peu travaillées (climat, énergie, risques environnementaux..)
- Des structures sur-sollicitées.
- Des lieux tels que les ports, les gares et gares maritimes sous exploités.
- Public extérieur (touristes) accaparant, dont les flux sont difficiles à gérer (saisonnalité forte).

Un professionnalisme fragile :

- Des structures aux économies fragiles (associations et microentreprises).
- Un coût du professionnel difficile à prendre en charge.
- La dynamique de sensibilisation repose en grande partie sur du bénévolat, certes peut être compétent, mais à l'engagement libre.

Un cadre peu incitatif :

- L'organisation de sorties scolaires repose sur le bon vouloir des écoles, ce sont des choix internes. Une certaine inégalité d'accès.
- La co-construction et les collaborations avec les structures de l'EEDD se font au bon vouloir et selon les volontés (politique, dirigeante, d'un salarié, etc). Il y a un besoin, mais il n'est pas forcément exprimé.

Externe à l'écosystème

Opportunités

Un public à proximité :

- Des lieux à investir (exemple des activités en pied d'immeuble) où s'inventent de nouvelles pratiques.
- Une prise de conscience généralisée et une demande d'intervention

Un sujet au poids actuel très important, l'environnement ! :

- Un besoin d'accompagnement de structures autres telles des entreprises en transition (exemple des restaurateurs)
- Un public qui cherche à agir (exemple des demandes du Pôle jeunesse)
- Beaucoup de demandes de contact ou d'intervention auprès de St Malo et St Malo Agglomération
- Une envie d'agir, les personnes veulent du concret : une force d'action économe. - Des structures demandeuses d'interventions en EEDD et ayant accès à un public peu voir non touché (bailleurs sociaux par exemple)
- Des outils incitatifs à explorer : Le système de compensation carbone, la RSE, etc.
- Le corps enseignant très intéressé par les thématiques de l'EEDD. (Des circulaires sont passées en début d'année scolaire 2019-2020 suite aux marches des élèves pour le climat)
- Un public extérieur au territoire : un plus quantitatif (nombre de personnes touchées), et en masse d'activité (éco-tourisme).
- Des financements intégrant de plus en plus la compatibilité

Menaces

Des demandes laissant peu de place à la pédagogie :

- Une envie d'agir limitative : « on veut ramasser des déchets ». Action à court terme.
- Culture de l'efficacité, du rendu rapide, de l'immédiateté, qui ne laisse pas le temps nécessaire à la pédagogie.
- Des habitants extérieurs qui viennent « consommer » le territoire et certains milieux. Enjeux d'étalement.
- Des sollicitations de dernière minute.

Des freins techniques :

- Difficulté du transport, en particulier pour les groupes.
- Entrer dans le secteur privé (entreprise hors champs EEDD) est très compliqué. Besoin d'avoir une personne relais en interne, des liens interpersonnels.
- Présence de procédures, nécessité de cooptations pour agir : ferme la circulation des projets, des idées.
- Problématiques d'interventions avec certains types de public, notamment du public dit spécifique (personnes fragiles, handicaps, etc.). Demandes d'interventions avec des particularités lourdes : très codées, durées importantes, adaptation réglementaire, etc. Un surcoût.

Problématiques des financements :

- Tendance à la baisse des fonds publics de manière générale, et de enveloppes-projets qui ne tiennent pas suffisamment en

avec les enjeux environnementaux. Existence de plusieurs financements dédiés à ces enjeux.

- Un besoin d'expression des usagers du territoire sur l'acceptation et la compréhension de certains projets d'aménagements (une appétence).

Infrastructures à utiliser ou sur lesquelles s'appuyer :

- Des pistes cyclables à St Malo (principalement) : permet de réduire le coût de déplacement.
- Des bâtiments performants (maisons économes, rénovations écologiques, aménagements éco-responsable de magasin, bâtiment produisant de l'énergie, etc.)
- Des lieux de production alimentaire variés (port, fermes, zone conchylicoles, etc.)
- Des lieux de gestion des eaux et des déchets
- Des zones artificialisées variées (habitats, zones d'activités, littoral, zones rurales, forêts, zones touristiques)
- Un patrimoine bâti (moulins à marée sur la Rance, habitat traditionnel, vestiges historiques, etc.) et culturel (bateaux traditionnels, etc.) exceptionnel.
- Une filière maritime, dont un lycée.
- Des sites de recherche (Cresco Dinard, etc.)

Un environnement attractif, un environnement varié :

- Un littoral exceptionnel.
- Une variété de milieux naturels (estran, dunes, falaises, fleuve côtier, marais, forêts, haies, etc.).
- Un patrimoine historique et culturel.

Des approches variées qui facilitent l'accès de tous à l'EE :

- Des approches pédagogiques variées (scientifiques, artistiques, ludiques etc.)
- Présence de sports de nature (terrestres et maritimes).
- Acteurs inscrits dans des programmes de sciences participatives.

Un rythme d'événements existants :

- Présence de gros événements sur le territoire, non ciblés sur l'environnement, et qui permettent de toucher un large public : Route du Rhum, l'Open de Tennis, Quai des Bulles, Etonnants Voyageurs, sans oublier les plus petits.
- Existence d'événements publics nationaux et internationaux sur des sujets liés à l'environnement et au DD (journées mondiales). Certaines actions locales s'inscrivent déjà dans ces temps.

Des outils de financement et de communication :

- L'outil de communication Agendaou.
- Des sources de financement mobilisables (exemple de la petite enfance, des appels à projets nationaux).

Des dispositifs existants favorisant l'éducation au territoire :

- Le label Aires Educatives (Office Français de la Biodiversité). Favorisent les partenariats locaux, permet aux enfants d'une école ou d'un collège de participer à la protection d'une zone naturelle (pédagogie de projet). Permet une démarche de co-construction entre Éducation Nationale et acteurs de l'EEDD.
- La démarche de PEDT (Projet Educatif De Territoire). Prévoit la concertation entre les écoles, la mairie, les structures d'EEDD et les parents d'élèves, etc., autour d'un projet éducatif commun.

compte les frais de fonctionnement.

- Mise en concurrence favorisée (exemple : appels d'offres) : encourage le court terme, le moins-disant, les tensions financières, ne favorise pas la co-construction, le partenariat long, etc.
- Complexité technique accrue et cumul des contraintes
- Calendrier de projection généralement trop serré : beaucoup d'urgence.
- Des demandes de financements chronophages et peu propices à la co-construction, l'implication et les démarches de qualités : cadre trop contraignant, rapport temps passé / montant inapproprié, calendrier trop restrictif, pas de place au temps long (« one shot ») et la prise de recul, le partage d'expérience.

Des frontières géographiques et psychologiques :

- Manque d'événements, de rencontres locales des acteurs de l'EEDD entre eux, mais également avec d'autres types de structures.
- Des décalages entre frontières administratives, bassins de vie, et éléments géographiques faisant frontière (exemple de la Rance).
- Une perte de continuum sur des aspects naturels : le lien entre terre et mer sur la question de l'eau a du mal à se faire.
- Un fonctionnement global facilitant les « entre-soi », des champs d'activités cloisonnés.
- Un cadre administratif peut adapté à la notion de transversalité (type de fond, sujet ciblé, question des compétences, dialogue entre strates administratives, etc.)

Un public qui évolue :

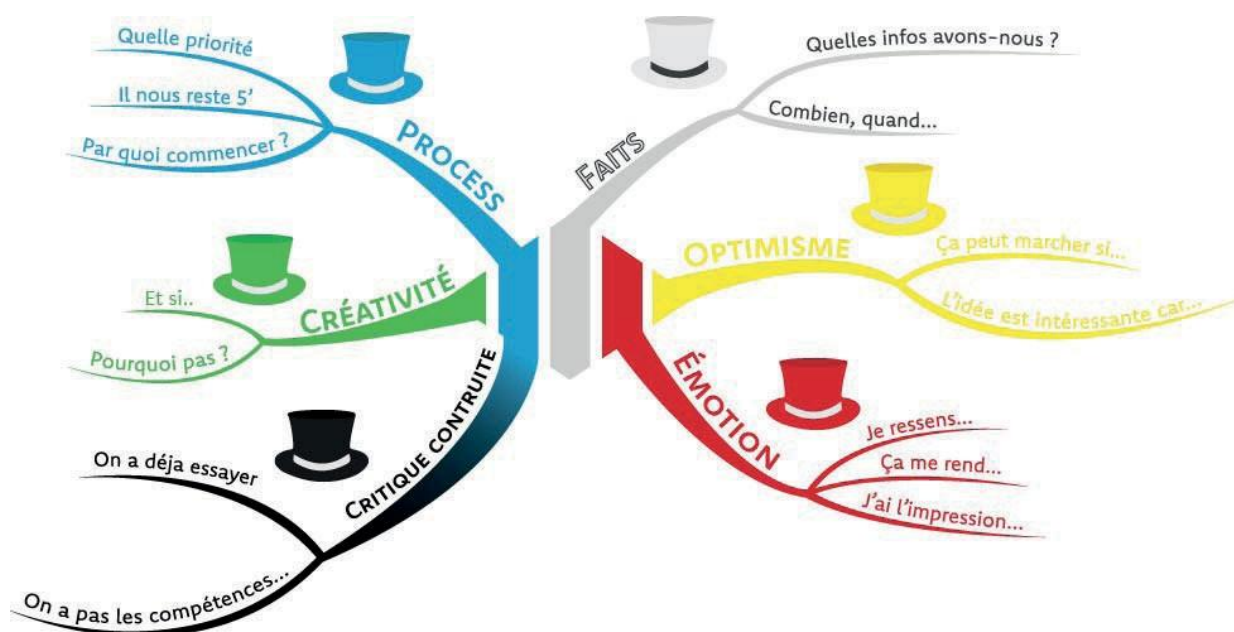
- Hyperactivité des enfants
- Accroissement de l'individualisme
- Perte en autonomie des enfants.
- Perte du pouvoir d'agir des adultes.

Des menaces naturelles liées au changement climatique :

- Peu d'intégration de l'EE des enjeux du territoire que sont l'érosion, la submersion marine et les risques d'inondations.

III. Définition d'un programme général d'EEDD à l'échelle de SMA

Elaboration des Scénarii de programme : le processus (chapeau de Bono)



A ce moment de l'étude, nous avons séparé le groupe en deux sous groupes.

En nous inspirant de la technique des chapeaux de Bono nous avons questionné le groupe sur le programme d'EEDD qu'ils souhaiteraient voir mis en œuvre.

Cette technique des chapeaux est un outil pour faciliter d'une part la discussion, d'autre part l'émergence d'idée.

C'est un outil facilitant l'intelligence collective pour explorer une situation et analyser différents scénarios, qui s'appuie sur nos 6 modes de pensée :

- Les faits
- La créativité
- Les ressentis
- Les freins
- Les atouts
- L'organisation

Pour nourrir plus efficacement l'étude, nous avons fait le choix de deux chapeaux, celui de la créativité et celui des freins. Celui de la créativité a permis à chacun d'imaginer le programme idéal, sans aucune contrainte, parfois utopique, souvent extraordinaire. Celui des freins pour imaginer, anticiper, tout ce qui pourrait empêcher la réalisation d'un tel programme. Les contraintes, réelles, ou possibles, les peurs, les conséquences négatives.

En croisant ces deux façons de penser, les demis groupes ont pu construire un programme réaliste et possible, qu'ils se sont présentés et dont ils ont discuté.

Les idées, attentes, aspirations, des groupes de personnes interrogées

Pour mieux comprendre le processus, voir l'exemple des idées du groupe 1.

Voir annexes 3 Frénésie d'idées non contraintes et 4 contraintes

Élaboration des Scénarii de programme : les apports des groupes de travail

La question de l'élaboration du programme a soulevé lors de cette étude auprès des acteurs de l'EEDD la question du niveau de détermination de celui-ci. D'un côté il y a les commanditaires de cette étude, qui souhaitent avoir à disposition un outil leur facilitant le choix, les aiguillant, et ainsi pouvoir mettre en œuvre une feuille de route pré-étude. Appliquant une autre focale, il y a les autres acteurs de l'EEDD, en particulier les acteurs principaux, qui souhaitent plus mettre au clair les grands principes de ce programme avant de le ventiler en actions précises.

Notre rôle lors de cette étude a donc été d'essayer de trouver le point de rencontre qui puisse contribuer à l'élaboration d'un programme d'actions à l'échelle de SMA. Nous avons établi une palette d'actions en accord avec les besoins remontés par les acteurs de terrains, qui, nous le souhaitons, permettra de tracer un chemin commun.

Groupe 1 : échantillon 1 d'acteurs locaux de l'EEDD

(réunion participative # 2)

Annexe 5: représentation illustrée du programme d'EEDD

Les personnes se structurent en réseau.

L'interconnaissance génère la confiance, terreau nécessaire à la construction de la dynamique.

Le réseau se réunit dans un lieu identifié.

Ce réseau, ne pourra grandir, se construire sans :

- temps
- argent
- rencontres
- formations
- partages

De ces motivations individuelles va se dessiner une vision commune dans laquelle il est souhaité :

- Une plate forme d'information pour éviter tout doublon d'initiative et pour favoriser le partage de la communication.
- La mise en lien de tous.
- Des événements, ponctuels, festifs, divers.
- Des aides financières publiques et une valorisation du bénévolat
- Des modules d'éducation à l'environnement et au développement durable intégrés dans des processus d'éducation et de formation.
- Des élus avertis, sensibles et en soutien au réseau grâce à la création d'une commission dédiée.

N'oublions pas qu'un tel programme de structuration de réseau nécessitera régulièrement des apports extérieurs, pour relayer et apporter.

Groupe 2 : échantillon 2 d'acteurs locaux de l'EEDD

Annexe 6 : représentation en carte mentale du programme d'EEDD

L'ébauche de programme proposé par le groupe n°2 a fait également émerger une volonté forte de développer et renforcer les coopérations. Les actions proposées sont de l'ordre de la structuration de l'EEDD pour la rendre plus opérationnelle et efficace sur le territoire. N'apparaissent que très peu des modes d'interventions précises. Certaines problématiques partagées entre les acteurs retrouvent des propositions d'actions. Ainsi les pré-programmes se composent des items suivants :

- **Créer un réseau / faire réseau.**

Mesure prioritaire selon le groupe, elle consiste à faire en sorte de mettre en réseau les acteurs de l'EEDD. En ayant la possibilité de s'appuyant sur un réseau existant, des rencontres, des outils d'interconnaissance, des ateliers et échanges de pratiques, permettrons de faire réseau et d'instaurer plus de collaboration et une plus grande efficacité de l'EEDD sur le territoire.

- **Un espace ressource**

L'idée de cet espace ressource et de pouvoir accueillir en un lieu identifié des structures et des ressources (documentations, accès à des savoirs et des compétences, etc.). Ce lieu doit permettre aux structures de l'éco-système EEDD de se retrouver, et d'y faire réseau.

Ce lieu doit être attractif et animé et pourra s'inspirer des tiers lieux qui hybrident les usages pour y faire se croiser une diversité d'usagers. Ce lieu devra être exemplaire en matière de construction (sobriété énergétique, éco-conception, matériaux écologique, maîtrise de l'énergie grise, etc.) et/ou d'intégration dans une politique d'urbanisation durable (lien fait avec les infrastructures et les mobilités douces, renouvellement et étalement urbain, etc.).

Conscients des externalités négatives du fait d'un lieu centralisateur, notamment en terme d'exclusion des publics éloignés géographiquement, une extension mobile doit permettre d'aller vers les publics.

- **Mutualiser / optimiser**

Des dynamiques sont à l'oeuvre sur le territoire et ne demandent plus qu'à être optimisées. Une reconnaissance et un soutien supplémentaire, et/ou un soutien plus pérenne, permettraient d'être plus durables. La mutualisation circulation doit être fluidifiée notamment via le numérique afin, là encore, de faciliter les interactions et la réalisations d'actions d'EEDD. Enfin, des partages d'outils, de matériel, de compétences et de connaissances, permettraient, par exemple, de réduire certaines dépenses en les mutualisant, d'accéder à des biens immatériels et matériels non accessibles en temps normal pour une structure seule.

Ce travail de mutualisation et d'optimisation apporte un gain d'efficacité dans les actions d'EEDD : public plus et mieux touché, meilleures conditions de travail, meilleure viabilité des actions et des acteurs, plus grande capacité de projection et de capacité de construire des projets ambitieux, etc.

- **Aller vers le milieu scolaire**

Le milieu scolaire permet d'accéder à un large public, sans distinction de classes sociales, à une étape de vie très orientée vers l'apprentissage. Ce public est dit « captif », c'est à dire qu'il est là, identifié, et encadré. Il y a donc de grandes possibilités d'interventions. Le travail actuel d'EEDD pourrait être amplifié / facilité, par une large mise en place de programmes laissant place à des dynamiques de projets où l'élève est au centre de l'apprentissage.

Les labels E3D et Eco-Ecoles permettent d'avoir un approche diversifiée de la question de l'environnement et du Développement Durable en impliquant largement les parties prenantes des établissements. Pour plus se développer, ces démarches devraient bénéficier d'appuis techniques et méthodologiques (intervenants) pris en charge financièrement.

Autre idée, mettre en place un passeport permettant à l'élève, sur toute sa vie d'étudiant sur le territoire, d'accéder à de l'EEDD. Cette démarche a pour originalité de distiller de l'EEDD sur plusieurs années en cohérence.

- **Aller vers les entreprises**

Aller vers les entreprises est un défi en matière d'EEDD. L'interaction avec une entreprise se fait souvent via une rencontre interpersonnelle. Les structures principales de l'EEDD ont du mal à faire du lien avec ce milieu.

Pour ce faire, le groupe propose de s'appuyer sur des outils tels les labels ou les chartes intégrant l'environnement et l'EEDD. Les entreprises souhaitant avoir des outils et conseils opérationnels, un questionnement est à avoir sur le lien entre EEDD et consulting.

- **Pôle de coopération**

Ce pôle est un espace, virtuel et/ou physique, qui permet à différents acteurs de se croiser, de mêler leur idées, de poser la réflexion sur l'EEDD et ses applications. Ce lieu de rencontre, à l'instar d'un *think tank* doit permettre de nourrir les idées, le tout dans un brassage multiculturel de structures (entreprises, associations d'EEDD, institutions, etc.).

A travers ce genre d'outil, une culture commune se dégage, de l'interconnaissance se fait, des liens de confiance se tissent... et ainsi la coopération entre en jeu.

- **Mettre de l'EEDD dans les aménagement territoriaux en lien avec la Transition (actuels et nouveaux)**

L'idée est de rendre l'univers quotidien des usagers vecteur d'éducation et d'apprentissage. En s'appuyant par exemple sur le concept de *nudge*, en distillant ça et là information et espace d'interprétation, l'environnement quotidien permet d'aider les personnes à modifier de manière positive leurs comportements.

Gares, plages, ports, espaces agricoles, etc, autant de lieux sur lesquels s'appuyer, à investir.

Groupe 3 : habitants ayant participé aux ateliers du territoire

Annexe 7 : représentation en carte mentale du programme d'EEDD

Les habitant.e.s ayant participé à cet atelier, ont eu une approche plus portée sur l'intention pédagogique et les formes d'interventions. Il en ressort :

- **La nécessité d'avoir un message.**

L'EEDD, pour eux, doit porter un message de transformation de la société face à des enjeux écologiques qu'ils ressentent comme de plus en plus pressants. Ils souhaitent sortir d'une forme de statut quo et voir évoluer les comportements des

usagers d'un territoire vers plus d'éco-citoyenneté, d'être acteurs (en opposition à consommateurs), et de plus s'appuyer sur les dynamiques collectives qu'individuelles. Le message doit toutefois ne pas être qu'une intention (voir une injonction pour certain).

- **D'aller vers des publics.**

Le groupe demande à ce que les actions d'EEDD s'adressent à un large public, des plus jeunes aux adultes. Les actions doivent aussi aller à la rencontre du public là où il se situe.

- **De contribuer à créer du lien.**

L'EEDD est pour ce groupe un moyen également de créer du lien. Lien entre un source d'information et un bénéficiaire, lien entre des porteurs de compétences et des demandeurs de compétences, point de rencontre entre différents profils. L'EEDD peut également être un outil pour permettre aux habitants d'appréhender les différents plans d'aménagements locaux (PLU, SCOT, Plan Submersion) et de les rattacher aux enjeux environnementaux. Une contribution à une éducation au territoire en somme.

- **D'utiliser des formes variées permettant l'expérience.**

La façon d'apprendre est plurielle, et chacun est plus à l'aise dans telle ou telle manière. Le groupe invite donc à varier les façons d'interagir avec le public. Il prône particulièrement toutes formes qui permettent le jeu, et de faire vivre l'expérience. En permettant le tâtonnement le public acquiert des clefs pour agir. Il désire également que le savoir circule, que les compétences se transmettent afin de gagner là aussi en pouvoir d'agir.

L'EEDD doit également veiller à donner à voir, rendre tangible, visible, appréciable certaines notions, données, informations, etc.

Enfin, via des compétences, des outils, les interventions en EEDD doivent permettre aux publics de pouvoir s'organiser et d'être contributeurs de l'évolution de la société.

- **D'être dans la co-construction.**

Tout comme dans les autres groupes, la co-construction apparaît comme primordiale. En complément des structures, il invite à intégrer la notion d'usages et d'usagers. Via des disciplines tel le *design thinking*, la maîtrise d'usage doit être développé, et l'utilisateur transformé en acteur, ce qui lui augmente ses possibilités d'actions.

- **Organiser des événements.**

Le groupe d'habitants trouve dans l'organisation d'événements un moyen d'animer l'EEDD, de fédérer les énergies, les acteurs.

Le contenu de ces événements doit avoir un côté vivant, ludique, et permettre l'acquisition de savoirs, informations et compétences.

Plutôt installés durablement dans le paysage, afin de bénéficier d'une notoriété qui s'ancrera dans le temps, les événements doivent être dans leur format exemplaires en matière d'impact environnemental. Cet objectif, en plus d'être en cohérence avec le pourquoi de l'action, offre la possibilité de baigner le public dans un cadre souhaité vis-à-vis des enjeux environnementaux (réduction des déchets, produits locaux, sobriété énergétique etc.)

L'œil du REEB : une multiplicité de formes d'interventions.

Lors de l'évaluation du Plan Régional d'Action de l'EEDD, le REEB a utilisé la classification suivante en matière de type d'intervention :

- Animations sur plusieurs séances, formations, accompagnements de projets.
- Animations courtes et reproductibles (1 séance, 1 sortie).
- Création et diffusion d'outils pédagogiques et de communication.
- Organisation et participation à des événements.

En complément, une autre classification présentée lors de cette étude permet de mieux mesurer la différence de type de pédagogies utilisés. En effet, l'intervention n'empruntera pas les mêmes manières d'apprendre, les mêmes mécanismes de cognition selon sa forme :

- Ecouter, lire, regarder, parler (transmission orale, exposés, films...).
- Faire in vitro (pédagogies en intérieur des salles de classes, des musées, des centres de loisirs,...).
- Faire in situ (pédagogies dehors, dans les milieux).
- Faire faire (partage de savoir, retransmission d'expériences, acquisition de méthode).

Attention toutefois, une intervention peut emprunter plusieurs formes pédagogiques.

Ainsi nous pouvons constater qu'à l'instar de la cuisine, l'EEDD dispose de toute une palette de modes opératoires (ingrédients), exprimés ici par ces 2 classifications (il en existe d'autres), qui selon leur combinaison peuvent offrir un vaste choix d'actions (plats).

Le choix sera alors dicté en fonction du ou des objectifs pédagogiques, du ou des publics cibles, du cadre physique, culturel et temporel ainsi que des moyens à disposition (compétences, environnement, moyens financiers, etc.).

Un plan d'inspiration d'actions

Les intentions du programme

- **Faire évoluer une société face à l'urgence climatique et les enjeux environnementaux**

De manière transversale l'EEDD doit servir à faire modifier les comportements, faire prendre conscience. Le message véhiculé / partagé est l'invitation (l'injonction pour certain) à devenir éco-citoyen au sens être conscient, acteur, et responsable dans sa position d'humain vis-à-vis de son environnement. Ce message est plus ou moins pressant vis-à-vis des bénéficiaires de cette acte d'éducation. En effet tout le monde ne définit pas l'urgence de la crise écologique de la même manière.

- **Développement du pouvoir d'agir¹**

Il apparaît également que l'acte éducatif doit permettre de gagner en pouvoir d'agir. Cela passe par attirer l'attention (sensibilisation), acquérir des connaissances sur le sujet (information), des compétences, des solutions, et avoir envie d'agir (conscientisation). Ce processus doit permettre à chacun de trouver ses solutions seul ou collectivement.

- **Variation des publics, « aller vers »**

Dans un souci d'égalité d'accès au savoir, mais également dans un but de toucher largement, le programme doit veiller à varier les publics cibles. Habitants, usagers, jeunes, adultes, personnes en difficulté sanitaire ou sociale, convaincus, non-convaincus, etc., sont autant de profils variés pour lesquels le type d'intervention différera. Le « aller vers » induit également de ne pas aller au plus facile, au plus « rentable » quantitativement. Encore une fois, seul une approche variée permettra d'atteindre cet objectif.

- **Variation des modes d'interventions**

Approche ludique, sensorielle, systémique, sensible, concrète, ..., sont autant de manières d'interagir avec un public. Pour toucher largement et qualitativement, une variété d'actions est nécessaire. Cette variété peut être facilitée par un mélange des pratiques entre différentes disciplines (arts, pédagogie, numérique, etc.).

- **Être dans la collaboration, la co-construction et la coopération (cf annexe 8)**

Axe primordial, partagé par l'ensemble des participants à l'étude, cette manière de faire doit être généralisée un maximum. A la clef, entre autres, gain de temps, intelligence collective, efficacité, meilleure acceptabilité.

- **Éviter les actions à réalisation unique (« one shot ») et privilégier les pédagogies de projets**

La pédagogie est quelque chose qui prend du temps, l'acte éducatif s'inscrit dans le temps long. Un plan consistant à faire du « saupoudrage » n'aura donc que très peu d'effet. Un lien doit être tissé avec le public, ce qui nécessite de pouvoir être à plusieurs reprises en relation avec lui. Il en va également de la sobriété des dépenses de temps et d'argent. Construire un programme et l'utiliser à plusieurs reprises, tout en veillant à le faire évoluer au besoin, est toujours plus économe qu'une action ponctuelle.

Dans le même ordre d'idée de la temporalité, les pédagogies de projet permettent de prendre le temps de partir des questionnements du public, en le suscitant si besoin, et de co-construire objectifs et actions. L'apprenant devient alors acteur de son éducation, et l'apprentissage se fait mieux grâce à l'expérience vécue.

Le listing d'actions

L'intention de ce listing est de pouvoir offrir une première appréciation de la diversité des actions possibles sans pour autant en être une liste exhaustive.

Il a été alimenté par le recensement des actions discutées et partagées par plusieurs acteurs de l'EEDD et/ou des habitants questionnés. Les actions font naturellement écho aux forces, faiblesses, opportunités et menaces soulevées dans l'étude. Ne s'y trouvent pas les intentions, ou les injonctions n'ayant pas trouvé de formes de réalisation concrète, mais qui mériteraient tout de même d'être explorées.

Ce listing n'est bien sûr pas une liste exhaustive des possibilités, car a été nourri dans un temps contraint par les idées du moment. Une simple navigation sur la toile internet permet de se rendre compte de l'immensité du champs de possible

1. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Empowerment> ou cf l'analyse du concept proposé par Anne-Emmanuèle Calvès dans « Revue Tiers Monde » 2009/4 N°200 : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2009-4-page-735.htm#>

en matière d'EEDD.

Les actions sont classées en 6 grands axes de travail identifiés lors de l'étude. Hormis l'axe n°1 qui semble prioritaire aux yeux d'une grande majorité des participants à l'étude, aucune priorisation n'a été établie.

• **Axe 1 : mettre en place un plan de coopération de co-construction en matière d'EEDD**

Action	Descriptif	Pour qui ?
A. Créer un annuaire des acteurs de l'EEDD	Un outil de type annuaire qui permet de recenser et mettre en lien acteurs de l'EEDD et demandes.	Eco-système local d'EEDD
B. Développer un outil de mutualisation de la communication.	Outil qui permet de mieux partager l'information, et de rendre plus visible les actions.	Eco-système local d'EEDD, public large.
C. Création d'un état des lieux partagé (à poursuivre en complément de cette étude)	L'état des lieux, ou diagnostic territorial, permet de déterminer le SWOT du secteur, d'identifier et de partager les grands enjeux locaux en matière d'environnement. C'est une base qui permet de construire une culture commune.	Eco-système local d'EEDD
D. Mise en place d'une charte commune.	Outil qui permet de partager le sens de l'action, l'intention. Certains y parlent de valeurs.	Eco-système local d'EEDD
E. Co-construire un plan local d'EEDD	Plan d'actions qui définit un certain nombre d'axes de travail ayant leurs propres fiches actions et visant à couvrir un territoire en matière d'EEDD. Sur un temps défini.	Eco-système local d'EEDD, public large.
F. Développement d'outils communs d'EEDD	Outils pédagogiques partagés ou co-animés, supports, méthodologie... construits par un réseau d'acteur pour répondre à un besoin commun, une intention commune.	Eco-système local d'EEDD, public large.
G. Organisation de semaines thématiques	Un thème qui fédère des interventions le temps d'une semaine.	Eco-système local d'EEDD, public large.
H. Organiser des actions mensuelles communes (cycle d'intervention)	Actions revenant régulièrement permettant à différents acteurs de s'y impliquer soit ponctuellement, soit durablement. Événements redondants de petite taille.	Eco-système local d'EEDD, public large.

• **Axe 2 : Proposer, permettre et encourager la mise en place d'actions diversifiées (publics, approches, thèmes, territoires) :**

Action	Descriptif	Pour qui ?
A. Organiser des ateliers pour le développement de compétences (cuisine, jardin, couture, Repair Café, etc.)	Ateliers permettant de transmettre un savoir faire dans le but de donner du pouvoir d'agir.	Public large.
B. Organiser des ateliers de design thinking	Ateliers permettant d'intégrer la notion de maîtrise d'usage (l'usager au cœur), offrent la possibilité d'une éducation au territoire.	Public large.
C. Développer et accompagner des projets citoyens.	Permet d'être dans le faire, une pédagogie de projet. Rend les habitants acteurs.	Habitants.
D. Créer du lien entre structures faisant de l'EEDD et clubs sportifs.	Allier la pratique du sport à l'EEDD pour une découverte active et un apprentissage de l'environnement.	Adhérents, utilisateurs des clubs sportifs.
E. Développer des partenariats inter-disciplinaires	Mettre structures de l'EEDD, artistes, acteurs du numérique, en situation de collaboration. Permet l'hybridation et l'innovation.	Eco-système local d'EEDD

• **Axe 3 : Investir dans les interventions scolaires :**

Action	Descriptif	Pour qui ?
A. Accompagner les labels Eco-Ecole, E3D	Faire se rencontrer acteurs principaux de l'EEDD et établissements scolaires. Soutenir financièrement l'accompagnement par ces acteurs principaux de l'EEDD dans le processus d'acquisition des labels.	Établissements scolaires
B. Mise en place d'un passeport EEDD pour chaque élève de SMA.	Système qui permet aux élèves d'accéder à des apports en EEDD tout au long de leur scolarité sur St-Malo Agglomération.	Élèves de SMA.
C. Proposer des interventions dans les filières professionnelles.	Proposer des contenus (interventions, sorties, projets, etc.) aux filières professionnelles du territoire.	Élèves des filières professionnelles.
D. Organiser des temps de rencontre entre intervenants de l'EEDD et Education Nationale : séminaires, ateliers, rencontres annuelles.	Permettre via l'organisation d'un temps de rassemblement, la rencontre entre intervenants de l'EEDD et corps professoral. Facilitation des liens de collaboration.	Enseignants, professeurs, directeurs d'établissements, documentalistes, et tout autre membre des équipes pédagogiques.
E. Développement d'Aires Educatives Terrestres ou Maritimes.	Une aire éducative, qu'elle soit terrestre ou marine, est une petite zone (parc, petit bout de littoral, zone humide, etc.) qui est géré de manière participative par des élèves. C'est un support pédagogique de connaissance et de préservation de l'environnement ainsi que d'éducation au territoire. ²	Écoles primaires.

• **Axe 4 : Aller vers le milieu de l'entreprise.**

Action	Descriptif	Pour qui ?
A. Organiser des espaces de rencontre entre entreprises et secteur de l'EEDD : séminaires, ateliers, rencontre annuelle, etc.	Permettre via l'organisation d'un temps de rassemblement, la rencontre entre intervenants de l'EEDD et entreprises du territoire. Facilitation des liens de collaborations : interventions, développement de projets, mécénats, soutiens technique, etc.	Structures de l'EEDD et entreprises du territoire.
B. Lancer un label pour les entreprises (sur les économies d'énergie, la protection de la biodiversité, etc.)	Label co-construit avec les intervenants de l'EEDD, permettant d'encourager les entreprises à engager des pratiques vertueuses et être plus performantes en matière d'environnement.	Entreprises du territoire.
C. Lancement d'un fonds de dotation pour l'EEDD.	Création d'un fonds de dotation afin de collecter de l'argent auprès des acteurs privés pour financer des actions d'EEDD.	Eco-système EEDD

• **Axe 5 : Investir l'espace public.**

Action	Descriptif	Pour qui ?
A. Campagne d'affichage	Affiches de sensibilisation, ou autres supports visuels mis dans la rue pour parler d'un enjeu environnemental. A ne pas confondre avec des affiches de communication. L'affichage doit avoir un intérêt pédagogique et doit être construit avec des personnes compétentes en matière de pédagogie.	Tout public.
B. Exposition dans l'espace public.	Dans l'espace public (sur une place, une rue, un parc, en s'intégrant à un bâtiment, etc.), installation de supports sur un thème donné.	Tout public.
C. Diffusion de films et documentaires.	En salle ou en extérieur, diffusion de supports vidéos permettant une éducation à l'environnement.	Tout public.

2. <https://www.afbiodiversite.fr/les-aires-terrestres-educatives>

• **Axe 6 : Innover dans les pratiques :**

Action	Descriptif	Pour qui ?
A. Faire se rencontrer artistes, acteurs de l'EEDD, milieu du numérique dans l'élaboration d'actions.	Créer un cadre, un prétexte de rencontre entre différentes disciplines dans le but de générer des actions d'EEDD innovantes.	Tout public.
B. Mise en place d'une action artistico-environnementale (théâtre, arts graphiques, arts plastiques, etc)	Le temps d'un ou plusieurs événements permettre à des actions artistico-environnementales d'être présentées. Permet de toucher le public différemment. S'appuyer sur la culture pour permettre une EEDD.	Tout public.
C. Lancement d'un défi famille (sur les déchets, l'alimentation, la mobilité, l'énergie, etc.)	Pédagogie de projet qui permet d'avoir un effet d'entraînement des personnes ou foyers via leur implication, mais aussi de support de communication, d'inspiration vers d'autres personnes. Le défi est borné dans le temps et offre réflexion, acquisition de compétences, et expérience à vivre. Le défi peut explorer différents thèmes.	Tout public.
D. Développer un outil pédagogique itinérant.	Support pédagogique permettant d'aller vers les publics, en différents points du territoire. Peut prendre la forme d'une construction éphémère, d'une exposition, d'une caravane, etc.	Tout public.

Point de vigilance :

Décideurs et structures de l'EEDD pourront s'inspirer de ce vivier afin de répondre aux enjeux du territoire en matière d'EEDD en fonction du contexte du moment. Mais nous ne saurions conseiller de l'utiliser tel un catalogue d'actions dans lequel chacun y piocherait une idée séduisante de prime abord. Nous conseillons **fortement** de s'appuyer sur cette base et via une démarche de **co-construction** avec les structures de l'EEDD, définir un plan pluriannuel d'actions cohérent et étayé.

Le but, les objectifs et les moyens de ce programme doivent être eux aussi **partagés**, être claires, et doivent chercher à répondre à l'importance de la problématique actuelle environnementale : **une ambition forte**. Des notions telle que la résilience, le pouvoir d'agir, les développements des savoirs et des compétences doivent y figurer afin de permettre une évolution positive du territoire.

Ce plan doit pouvoir permettre une anticipation, sécuriser les trajectoires des structures intervenantes (plus grande efficacité) pour conserver et amplifier les compétences présentes sur le territoire. Le tout en laissant place à l'imprévu, l'adaptation et la capacité d'initiative de bon nombre d'acteurs locaux.

Enfin nous invitons décideurs et structures à ne pas fonctionner en silo. Un dialogue doit être maintenu entre professions, disciplines, secteurs pour limiter l'entre-soi et ses dérives. De même, un dialogue doit s'opérer, entre politiques d'aménagements et plan d'EEDD local afin de s'assurer de ne pas installer des messages contre-éducatifs.

IV. Mise en réseau

Pour cette troisième et dernière journée de réunion participative, nous avons souhaité inscrire les participants dans un temps d'inter-connaissance orienté sur les expériences de coopération. Par coopération nous entendons le fait de pouvoir répondre ensemble à des besoins individuels qui se rejoignent dans un but commun. La coopération comme chemin vers soi, vers les autres, vers un but.

Les acteurs présents se sont prêtés au jeu de témoignages de bonnes et de mauvaises expériences de coopération. Une façon de faire commun et de commencer à identifier ce qui fonctionne ou non dans un processus coopératif. Pour chaque témoignage le binôme de discussion changeait. Ainsi tout le monde a pu se parler, se découvrir et trouver des résonances différentes.

Nous avons ensuite scindé le groupe de participants en 4 sous groupes. L'objectif était de pouvoir parvenir, dans une logique d'entonnoir, à ce qui fait et ne fait pas réseau. Pourquoi les avoir séparés ? Pour permettre une plus large expression. La mise en commun en demi-groupe a permis de compléter en croisant les apports de chacun.

Voici le résultat de ces échanges :

Ce qui est contributif de la mise en réseau

(CF schéma en annexe 9)

Préalable à une bonne mise en réseau : **un dialogue équilibré.**

Pour y parvenir, il est nécessaire pour chacun d'avoir la bonne posture d'écoute, d'éviter tout *a priori*, de savoir se faire confiance mutuellement, d'écouter activement et d'avoir réellement envie de coopérer. Avoir une diversité d'acteurs sera bénéfique au réseau. Des membres actifs en provenance de structures diverses, pouvant apporter des approches transversales sera un vrai plus.

Des écrits communs.

Une fois le diagnostic du territoire fait et partagé, il est indispensable de poser par écrit l'ambition commune de ce réseau. Complété par un règlement intérieur et une charte, ce projet écrit permettra de vérifier que le sens est le bon pour tous. Aujourd'hui, la base de données, dont l'alimentation est à poursuivre, ainsi que la cartographie, sont les documents socles de ce réseau en devenir.

Pour donner vie à ce réseau, l'**animation** est indispensable. Et pour qu'elle se réalise dans de bonnes conditions, lui trouver un.e coordinateur.ice sera une étape importante. Avoir une personne pour coordonner ce réseau facilitera le travail d'inter-connaissance à mener quotidiennement. L'inter-connaissance étant vectrice d'émulation de groupe. Les trois rendez-vous nécessaires à la bonne tenue de l'étude nous ont montré à quel point les personnes/structures avaient besoin de s'identifier, se connaître et d'échanger. Cette dynamique est précieuse, elle doit être poursuivie. Animer un réseau, c'est aussi communiquer. La communication permet la création d'outils communs, et peut se concrétiser à travers un site internet, des newsletters régulières et le partage de documents numériques. Cette animation se concrétisera à travers la création d'une entité. L'entité permettra l'identification du réseau. Enfin, pour que cette animation soit prolifique, il faudra veiller à bien être dans le « faire ». L'action donne vie aux mouvements, elle donne à voir et à comprendre.

Une entité, une animation, et un espace lieu et temps !

Le temps, cette ressource précieuse qui semble manquer à tout le monde. Elle sera pourtant indispensable à la mise en réseau.

Chacun devra lui consacrer du temps et pour en être sûr, il faudra inscrire la participation à la vie du réseau dans les fiches de poste de ses membres.

Un lieu commun, qu'il soit réel ou virtuel, complétera cet espace temps.

Pour avancer ensemble, il faudra nous retrouver pour échanger et ce de façon régulière, professionnelle, et physique. Un calendrier de rencontres et d'événements permettra de donner un rythme et du contenu à ces rencontres.

L'ensemble du territoire doit être concerné par ces rencontres, il faudra veiller à une bonne irrigation pour éviter de centraliser l'action.

Ce réseau ne pourra pas vivre sans moyens financiers. **L'appui des élus** sera nécessaire.

Aujourd'hui, il existe déjà bon nombre d'outils, ressources (connaissances et compétences) qu'il faudra **mutualiser** en complément des moyens financiers. Et dans une perspective de développement, la mutualisation pourra concerner la formation. Partager des moments pédagogiques pour se créer une culture commune, le tout dans un esprit d'entraide, est une base de fonctionnement saine.

Ce qui n'est pas contributif de la mise en réseau

(CF schéma en annexe 10)

Lister le bon sens ou ce qui fait ses preuves ailleurs pour avoir un réseau qui fonctionne est nécessairement à compléter par ce qui est susceptible de faire défaut.

La diversité de participants à l'étude nous permet un recensement de ce qui n'est pas contributif.

Une certaine réalité financière.

Les sources de financements sont complexes à décrypter. Les porteurs de projet se retrouvent souvent face à une certaine rigidité des organisations administratives.

Cette difficulté s'ajoute à celle du manque de financement dédié à la mise en réseau.

Mais *a contrario*, il ne faut pas se rendre trop dépendant des sources externes de financement.

Si aujourd'hui l'intérêt pour la cause environnementale et plus spécifiquement pour l'éducation à l'environnement est socialement acceptée et partagée, ce peut être moins évident du côté des politiques.

En l'absence de soutien politique ce réseau ne pourra pas se développer.

L'étude concerne **le territoire** de Saint-Malo Agglomération, territoire d'actions. Mais les acteurs de l'éducation à l'environnement, nous l'avons vu, peuvent venir d'un territoire voisin.

Pour faire réseau, la distance géographique peut être un frein dans la mobilité et les échanges réguliers.

Si nous parlons de bassin de vie pour qualifier un territoire, nous ne pouvons pas faire fi des frontières administratives et des frontières géographiques qui peuvent ralentir le processus de réseau.

Quid de la communication.

Nécessaires à la mise en réseau, si les informations, d'initiatives similaires, par exemple, ne sont pas partagées, cela ne pourra pas bien fonctionner. Attention, toutefois, à ne pas TROP/MAL partager. Dans un contexte de surinformation, le réseau doit jouer le rôle de filtre et vérificateur des informations à transmettre.

Dans le cadre de cette étude, certains acteurs provenant d'un territoire similaire ne se connaissaient pas. Preuve de la réelle nécessité de faire réseau pour avancer ensemble.

L'entre-soi, conséquence d'un manque d'inter-connaissance, est à proscrire.

En lien avec la communication intra-réseau, la question de la posture est importante.

Le travail d'interconnaissance étant en cours, il existe encore des frontières psychologiques.

Il faut pouvoir mettre de côté tout égo qui déséquilibrerait le collectif et éviter la culture de l'individualisme.

Un réseau ne peut pas fonctionner si **l'animation** est mise au second plan.

Une animation sans actions ou sans diffusion de résultats ira à l'encontre de la dynamique escomptée.

Une animation sans rendez-vous réguliers sera vaine.

Ne pas permettre aux acteurs de se voir serait une erreur, tout comme ne pas prendre en compte les dynamiques existantes. Il y a un tout, acteurs et actions, à intégrer au processus.

C'est le mal de ce siècle, les personnes **manquent de temps**. Hors, sans temps consacré, pas de réseau. Calendriers qui peinent à concorder, précipitation, constituent de réels freins à la mise en place d'un tel réseau.

Enfin, en cas de manque de compétence ou d'absence de méthodologie, le réseau ne pourrait exister que via de simples réunions sans objectifs. Vigilance donc sur les savoir-faire.

Le regard du REEB / l'oeil du Reeb - l'œil de l'expert

Développer l'éducation à l'environnement "sur et par" les territoires est un véritable enjeu pour les réseaux territoriaux actuels et à venir. Ce futur réseau s'il voit le jour devrait être en capacité de faire de la co-construction avec tous les autres acteurs du territoire.

L'éducation à l'environnement doit être accessible à tous et donc portée par une politique publique. Le soutien de la collectivité est essentiel et réciproquement, l'implication des acteurs de l'EE dans les instances de concertation territoriale.

Ce réseau sera riche et efficace s'il est diversifié et s'il permet de mailler le territoire, assurer l'interaction entre les acteurs entre eux et entre les acteurs et leur milieu.

Il devrait y avoir une dimension de lieu-ressource pour permettre d'acquérir de l'information et des connaissances sur l'existant, mutualiser des matériels et des ressources, développer de l'appui au projet et peut-être aller jusqu'à mettre en place des démarches de transition. C'est l'ambition que la commission des réseaux territoriaux s'est donnée à l'échelle régionale.

Un réseau local pertinent répond aux enjeux de son territoire : comment les connaître ? Cela passe, selon nous, par un diagnostic de territoire en éducation à l'environnement, qui permet de faire réseau, de se connaître, et de décliner un plan d'actions qui réponde aux enjeux du territoire.

La question de l'échelle du réseau est une question qui fait débat : proche du bassin de vie ? A l'échelle de l'agglomération ? D'un parc ? Ou du pays de Saint-Malo ? L'échelle du pays était la plus pertinente pour le REEB et il a engagé une campagne de sensibilisation des décideurs, de ses adhérents pour une implication plus grande des acteurs de l'EEDD dans les institutions des pays tels que les conseils de développement, les comités de programmation LEADER à partir de 2006. C'était l'échelle pertinente également pour une implication dans les territoires du réseau qui n'avait pas les moyens de conseiller/accompagner des réseaux locaux à des échelles plus petites que le pays. Aujourd'hui les décisions se prennent plus à l'échelle des EPCI. Est-ce que les agglomérations organiseront une vie démocratique permettant aux acteurs de l'environnement de co-construire avec la collectivité la politique de l'EE ?

De plus, sur le territoire de l'agglomération de Saint-Malo existent 2 réseaux qui couvrent une partie de ce territoire. Quelle articulation sera faite entre ce réseau en devenir et ces 2 réseaux existants ?

Il y a de la place pour tout le monde tant l'urgence écologique requiert l'implication du plus grand nombre.

L'humanité est aujourd'hui confrontée à une crise économique, écologique et sociale sans précédent. Elle prend progressivement conscience que son avenir est en jeu si elle ne remet pas en question ses modes de production et de consommation, l'utilisation des ressources et leur partage. Cette crise n'est pas une fatalité, car jamais dans notre histoire nous n'avons disposé d'autant d'outils de connaissance, d'information et d'action.

A nous d'en faire bon usage, ensemble, pour construire la société dans laquelle nous voulons vivre, plutôt que subir des changements sans les comprendre.

Conclusion

Nous l'avons vu lors de cette étude, le territoire de SMA bénéficie de conditions propices à l'émergence d'un réseau permettant un meilleur rayonnement de l'EEDD et de ses externalités positives : meilleure interaction entre société et environnement, meilleure connaissance du territoire par les usagers, augmentation du pouvoir d'agir, développement du savoir, de l'expérience et des connaissances, etc.). Ces externalités permettant de rendre le territoire de SMA plus résilient et plus agile face aux enjeux environnementaux actuels et futurs.

Ces conditions propices sont liées à la diversité du territoire, des acteurs, des compétences, des activités, des milieux. La diversité a cela d'intéressant qu'elle offre une variété permettant de répondre à différentes situations. La diversité peut donc être très efficace, à condition d'avoir une bonne coordination globale, de bonnes connexions.

Cependant, le rayonnement de l'EEDD reste encore trop limité dans son développement tant sur la pleine occupation du territoire, l'ampleur des sujets traités, et la proportion de la population touchée dans sa diversité. L'EEDD locale peut donc gagner sur ces plans, et le doit, au vu des enjeux actuels, en efficacité, et efficience.

Efficacité en touchant tout d'abord un public correspondant plus à la morphologie sociale du territoire (la diversité des usagers et des usages) : entreprises, touristes, jeunes et jeunes adultes, dirigeants, public à caractère social, etc, sont autant de bénéficiaires à aller chercher en veillant à une bonne répartition géographique (il ne peut y avoir que le seul critère de la quantité dans l'évaluation). Efficacité également par la nécessité d'embrasser les nombreux enjeux environnementaux actuels tels les diverses pollutions, le changement climatique et ses conséquences (dont fait partie la montée des eaux), la sauvegarde de la biodiversité, et bien d'autres sujets.

Efficience ($1+1=3$) par la nécessité de mieux toucher les bénéficiaires des actions d'EEDD. Cela passe par l'utilisation d'approches pédagogiques variées, voir hybridées avec d'autres disciplines, des interventions riches (donc les moyens de les préparer), de l'innovation, de l'occupation des lieux d'usage, de l'implication, etc. Il est primordial aujourd'hui que ces interventions d'EEDD puissent contribuer à une amélioration des connaissances collectives et individuelles sur notre environnement et de mieux comprendre nos interactions avec celui-ci. Ainsi les comportements induits par l'individu et ceux induits par l'organisation de la société pourront évoluer en réponse aux enjeux de notre siècle.

Pour ce faire, un mode opératoire et un calendrier se dessinent suite à cette étude et lors des apports collectifs. Le mode opératoire consiste à travailler un maximum dans la coopération et la co-construction, c'est là une demande très forte de la part des acteurs locaux de l'EEDD, et répondrait à l'enjeu d'améliorer les connexions entre acteurs.

La coopération permet de conjuguer les moyens (compétences, temps, matériel, capitalisation, financier, etc.) de chaque acteur, de créer des dynamiques collectives et de la synergie, et ainsi de répondre à cette injonction de l'efficience et de l'efficacité. Elle permet, en s'inscrivant dans les habitudes, d'être plus à même d'œuvrer sur du temps long, chose importante lorsqu'on parle d'efficacité pédagogique. Créer un cadre de coopération permet également de faire converger les énergies vers des objectifs / buts communs et de développer des vrais projets de territoire.

La coopération ne peut se décréter, elle se cultive et s'entretient. Les conditions adéquates requièrent donc plusieurs fondations :

- une entité animatrice
- des buts / objectifs à partager, et des moyens (temporels, matériels, financiers) pour se retrouver.
- un cadre de rencontre (temps, actions) et les moyens (temps, compétences, financiers, logistique et infrastructurels, etc) adéquats

Ce mode opératoire est à ventiler dans un calendrier. Nous conseillons de permettre à l'écosystème local EEDD de se retrouver rapidement afin de ne pas perdre la dynamique enclenchée volontairement par cette étude, affaiblie par la crise sanitaire en cours.

Les premières rencontres auront pour objet de définir les conditions favorables à la coopération : qui anime cette coopération, quels temps sont à mettre en place, il y a-t-il des événements (forums, séminaire, etc.) ou des actions cadres (lieu commun, centre de ressource, etc.) à mettre en place pour faciliter cette coopération ? Autant d'éléments qui contribuent à bâtir la coopération par le « faire ».

Parallèlement, et sans l'opposer avec le premier volet de ce chantier, la question du sens (le pourquoi) et des objectifs / buts doit être travaillée collectivement. Les réponses à cette question permettent de construire une culture commune partagée, de se donner collectivement un cap afin de faire converger les énergies. Pour cela, l'écosystème pourra s'appuyer sur des outils tel le diagnostic territorial développé par le REEB qui permet de révéler les besoins locaux, d'étayer les choix des axes prioritaires. Mais également sur une charte qui permet de poser les valeurs communes et le pourquoi de l'EEDD.

Ensuite seulement, un programme pourra être mise en place au fur et à mesure en veillant toujours à l'efficacité et l'efficience de la somme de l'ensemble des interventions.

Cette étude ayant été commanditée par SMA, la question peut se poser du rôle de l'EPCI dans le développement de cet écosystème local de l'EEDD à travers un réseau. De l'avis de nombreux acteurs, il est attendu de prime abord un positionnement de dialogue et d'écoute.

Attitude qui permet de contribuer au rôle de facilitateur de l'augmentation du rayonnement de l'EEDD sur le territoire. Cela peut passer par l'orientation de programmes vers des actions de qualités permettant de concourir aux enjeux de l'EEDD cités ci-dessus, en veillant à la coopération, et aux effets de synergies.

Il est bien sur également attendu de SMA d'être pourvoyeur de fonds, en faisant des choix politiques liés au budget interne en favorisant la subvention (permet des effets leviers), et/ou dans sa posture de collectivités locales, en étant pro-active sur les différents appels à projets permettant la mise en œuvre d'EEDD (TEPCV, ZDZG, autres fonds ADEME, fonds européens, Région, appel à projet des transitions, Agence de l'eau etc.). Des liens financiers peuvent également être facilités avec les acteurs économiques du territoire.

Enfin il est attendu de SMA, dans cet esprit de dialogue, de bien consulter les acteurs principaux de l'EEDD afin d'avoir une cohérence territoriale entre le message pédagogique et le cadre environnemental construit par la collectivité et ne pas perdre l'usager entre le discours et les faits.

Structures dont la mission est l'EEDD

Nom	Localisation	Type structure	Thèmes forts	contact
A vélo Malo	St Malo	Association	Mobilités douces	avelomalo@gmail.com
Al Lark	Cancale	Association	Biodiversité, mer et littoral	lysesouplet@gmail.com
Aquarium de St Malo	St Malo	Association	Biodiversité	
Association Eco-citoyenne Cancalaise	Cancale	Association	Transition écologique	laja.penvern@wanadoo.fr
Attention Mer Fragile	St Malo	Association	Mer et littoral	yann.guillouzo@aquarium-st-malo.com
Biostudies	St Malo	Entreprise	Biodiversité, entomologie	nbg@bio-studies.fr
Bretagne Vivante (antenne locale)	St Malo	Association	Biodiversité, mer et littoral	rance-emeraude@bretagne-vivante.org / bour.ver@laposte.net / section.ranceemeraude.bv@gmail.com
Centre PEP 22 CAP Fréhel				6, rue du Cap 22240 Plévenon Cap Fréhel 02.96.41.43.37
Centre nautique de Lancieux	Lancieux	Association	Mer et littoral, sport	marjorie.duclos35@yahoo.fr
Des chaines ton biclou	St Malo	Association	Mobilités douces	deschainestonbiclou@gmail.com
DIPLT	Dol de Bretagne	Association	Transition écologique	contact@diplt.org
Escale Bretagne	St Lunaire	Association	Mer et littoral	benoit@escalebretagne.org
Eau et Rivières de Bretagne	Rennes	Association	Eau, milieux humides	michel.riou@eau-et-rivieres.org
Gaël Lechapt (indépendant)	St Jouan des Gueret	Auto-entreprise	Nature	lechaptgael@gmail.com
Incroyables Comestibles	Pleurtuit	Association	Jardin, transition écologique	incroyablescomestibles35@gmail.com
Julien Moreau (éco-aventurier)			Développement durable	
La feuille d'Erable	Rennes	Entreprise d'insertion	Biodiversité, mer et littoral	production@feuille-erable.org
La Maison de la Baie	Le Vivier sur Mer	Association	Mer et littoral, eau, développement durable	maison.baie@orange.fr
Les Marteaux du Jardin	St Malo	Association	Jardin, biodiversité	lesmarteauxdujardin@hotmail.com
Le Petit Débrouillard	Rennes (antenne)	Association	Vulgarisation scientifique	
Ludikenergie	Rennes	Entreprise	Energie	www.ludikenergie.fr
SCIC Energies renouvelables	Tremereuc	SCIC	Energie	contact@scic-energiesrenouvelables.fr
Sensation Littorale	St Malo	Association	Mer et littoral	contact@sensationslittoral.com
Vit'algues (cueillette d'algues)	Taden	Association	Mer et littoral	vitalgues22@gmail.com

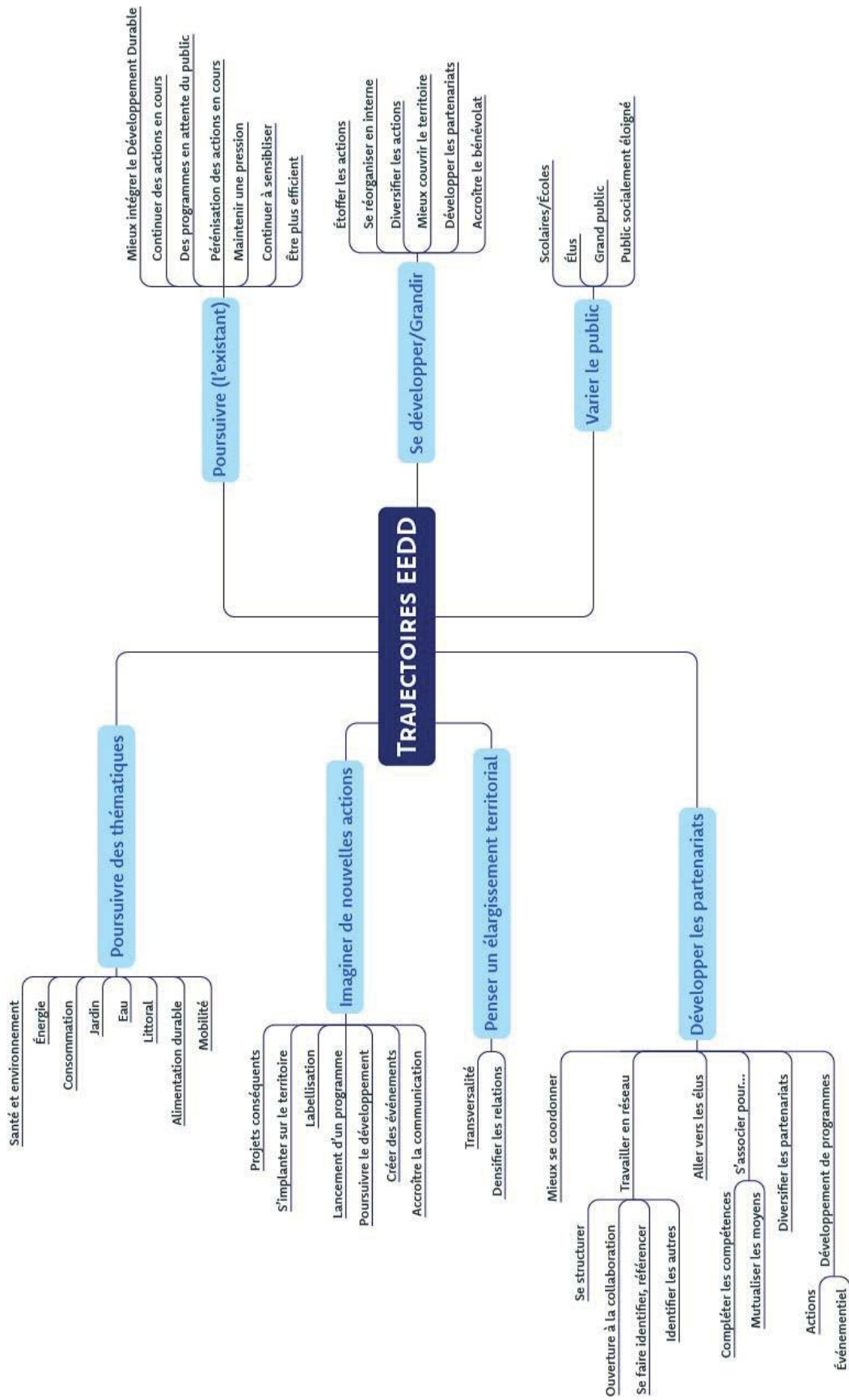
Structures faisant de l'EEDD dans leur mission

Nom	Localisation	Type structure	Thèmes	Contact
6 j'ose	St Malo	Association	Transition écologique	asso. fjose@gmail.com / francoisegatier@gmail.com
Académie 35	Rennes	Collectivité	Education	
Accetem	Cancalle	Association	Mer et littoral	aurora.blair@bretagne-chambagri.fr
Accueil Paysan				
Agence Locale de l'Energie	St Malo	Association	Energie	infoenergie@pays-stmalo.fr
Adage 35	Rennes	Association	Agriculture	
Agrobio35	Rennes	Association	Agriculture, alimentation	
Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières				
Artisans du Monde	St Malo (Antenne)	Association	Agriculture	helene.marrie@hotmail.fr
Association Compost Tout	Dol de Bretagne	Association	Solidarité internationale	artisansdumondesaintmalo@laposte.net
Atalante et Calypso	St Malo	Entreprise	Gestion des biodéchets	expertise.compost.tout@gmail.com
Biocoop – l'Authantik	St Malo	Coopérative	Santé bien être, information	alexia.andre@gmail.com
Charles Julien	Cancalle	Entreprise	Alimentation bio	http://saintmalo.biocoop.net
Civam	Rennes	Association	Apiculteur	charlesjulien@free.fr
			Agriculture	
Club Nautique de Rennes et Rance	St Suliac	Association	Activités nautiques, mer et littoral	patricia.diveu@nautisme-saint-suliac.com
Coef 180	St Malo	Association	Collectif artistique	www.coef180.com
Coeur Emeraude	Léhon	Association	Développement durable	alicia.micard@coeuuremeraude.org
Conseil de Développement du Pays de St Malo	St Malo	Collectivité	Développement local	animation@pays-stmalo.fr
Conservatoire du littoral / Syndicat mixte littoral normand	Caen	Syndicat mixte	Mer et littoral	m.grivaud@conservatoire-du-littoral.fr
Coopbio	St Malo	Coopérative	Alimentation	
Cyclo Cancalaise	Cancalle	Association	Mobilités douces	
Département d'Ille et Vilaine	Rennes	Collectivité	Développement local	guillaume.duthion@ille-et-vilaine.fr pascal.geraud@ille-et-vilaine.fr camille.lestang@ille-et-vilaine.fr
Eaux de Beaufort	Dol de Bretagne	Syndicat mixte	Eau	BOURSERIE Séverine, directrice, 0685733199, direction@eaux-beaufort.fr
Eaux du pays de St Malo	St Malo	Régie	Eau	protection.ressource@smpepce.fr
Ehop Covoiturage	Rennes	Association	Mobilités douces	Site internet

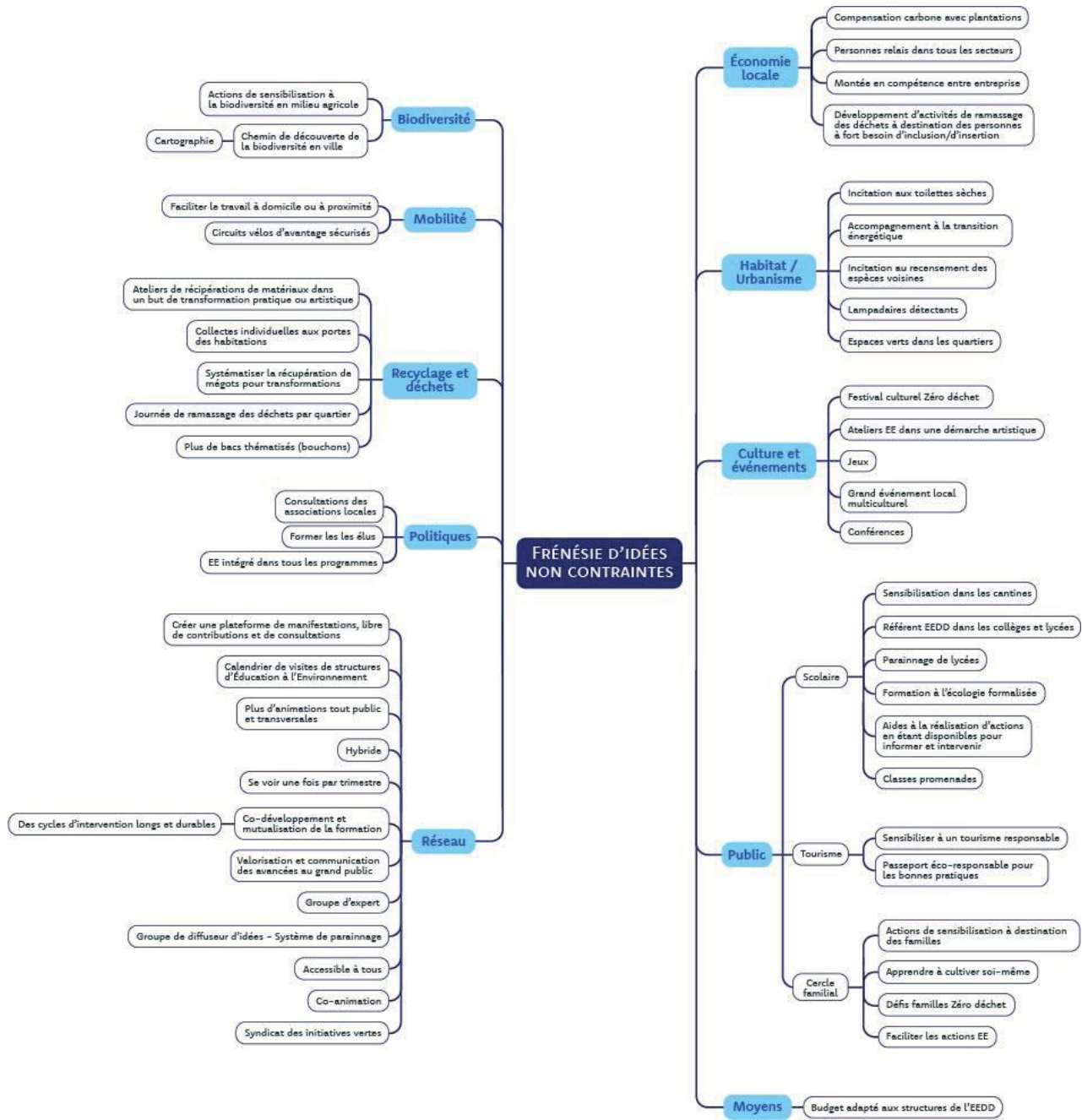
EEDD dans leur métier

Emeraude voile solidaire	Dinard	Fondation	Handicap (princ.), mer et littoral	contact@emeraudesolidaire.org
Enercoop	Rennes	Coopérative	Energie	02 30 96 65 83
Energy Observer	St Malo	Entreprise	Energie	Site internet
EPTB (Etablissement Public Territorial de Bassin) Rance Frémur		Syndicat mixte	Eau	coordination@eptb-rance.f
Evelyne Brunet (Photographe)		Individuelle	Photographie	evelyne.brunet0691@orange.fr
Fort de st Père (Lombircarium)	St Père Marc en Poulet	Collectivité	Biodiversité, chantier d'insertion	gildas.chevrel@ville-saint-pere.fr
Jardin du Bignon	St Malo	Association	Jardin	page facebook / 06 79 55 04 70
Jardins solidaires	St Malo	Association	Jardin	Rue de La Mare Litré – 35400 Saint-Malo - jardinsolidaire35@gmail.com – 06 08 46 26 55 / 06 67 53 02 93
Le Manège Sans Fil			Mobilités douces	2hydravions@orange.fr / 06.81.79.46.40
Les ateliers du Petit Bé	St Malo	Entreprise	Consommation, bien être	contact@lesateliersdupetitbe.com
Lycée Jacques Cartier (Club du Développement Durable)	St Malo	Etablissement scolaire	Développement durable	Levallois-Baleine Mireille, professeur de SVT, 06 03 92 54 76, mireille.levallouis-baleine@laposte.net
Lycée Hôtelier de Dinard	Dinard	Etablissement scolaire	?	?
Lycée La Providence	St Malo	Etablissement scolaire	Développement durable	02.99.40.00.43
Lycée Les Rimains	St Malo	Etablissement scolaire	Déchets	cpe@lesrimains.org
Maison de la Rance	Dinard	?	?	
Muséum National d'Histoire Naturelle - Station Marine de Dinard	Dinard	?	Mer et littoral	
Nauti Surf and Safe	St Malo	Association	Mer et littoral	accueil@nautisurfstmalo.com
Permajuce		Entreprise	Alimentation	06.60.29.03.60
Planète mer	Dinard	Association	Mer et littoral	bonjour@permajuce.com
Régi malouine de l'eau	St Malo	Régie	Eau	tristan.dimeglio@planetemer.org
Repair Café	St Malo	Association	Consommation	johier@rme.saint-malo.fr jpierrard@rme.saint-malo.fr
St Malo Agglomération	Cancale	Collectivité	GEMAPI, développement durable, gestion des déchets, gestion des eaux usées	repaircafemalo@laposte.net
Supéquilibré (paddle)	St Malo	Association	Mer et littoral, déchets	m.perrette@stmalo-agglomeration.fr
Syndicat du Bassin Cofier de Dol	Dol de Bretagne	Syndicat mixte	Eau	d.poncet@stmalo-agglomeration.fr
Syndicat mixte du Bassin du Linon	La Chapelle aux Filtzméens	Syndicat mixte	Eau	c.hurtrez@stmalo-agglomeration.fr
Trancem	St Malo	Collectif	Transition écologique	d.racinne@stmalo-agglomeration.fr
Unis pour le Climat - St Malo	St Malo	Association	Transition écologique	06 89 52 71 85
Véolia	St Malo	Entreprise	Eau	contact@sage-dol.fr
Vertical TK Sarah Larcher	Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine	Consultante	Transition écologique	contact@bvlinon.fr trancem@framalistes.org vanessa.urgenceclimat@gmail.com

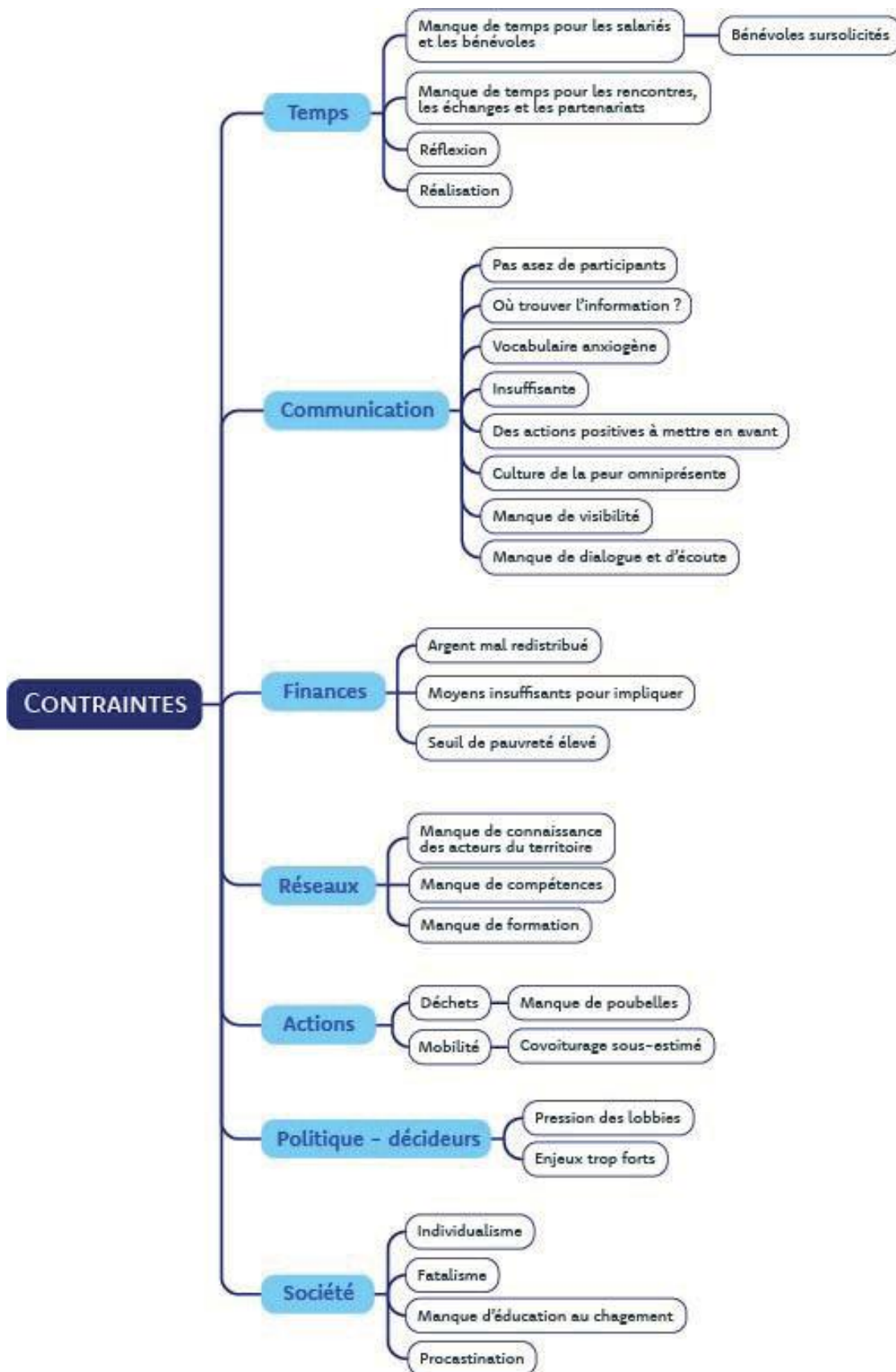
Annexe 2



Annexe 3

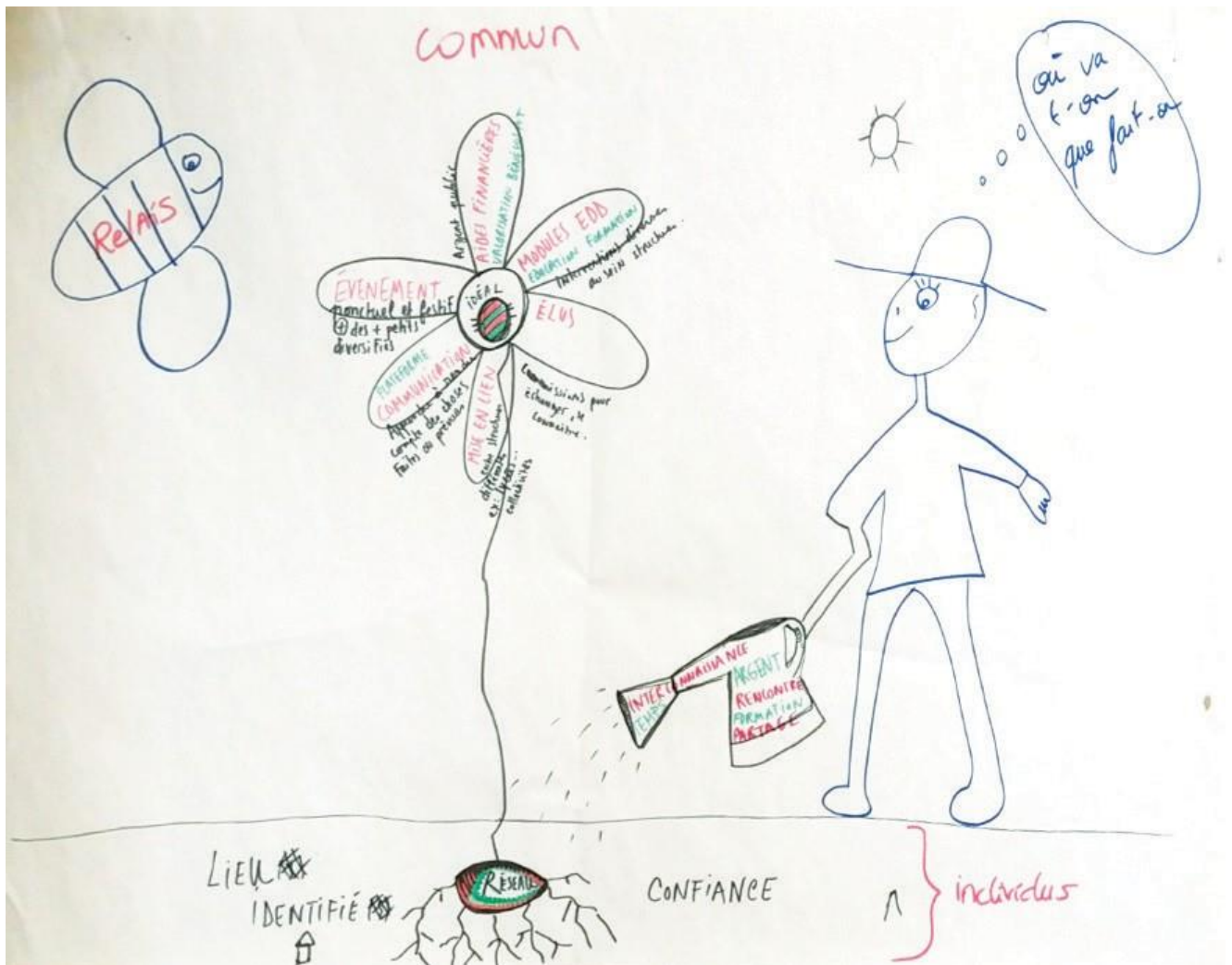


Annexe 4



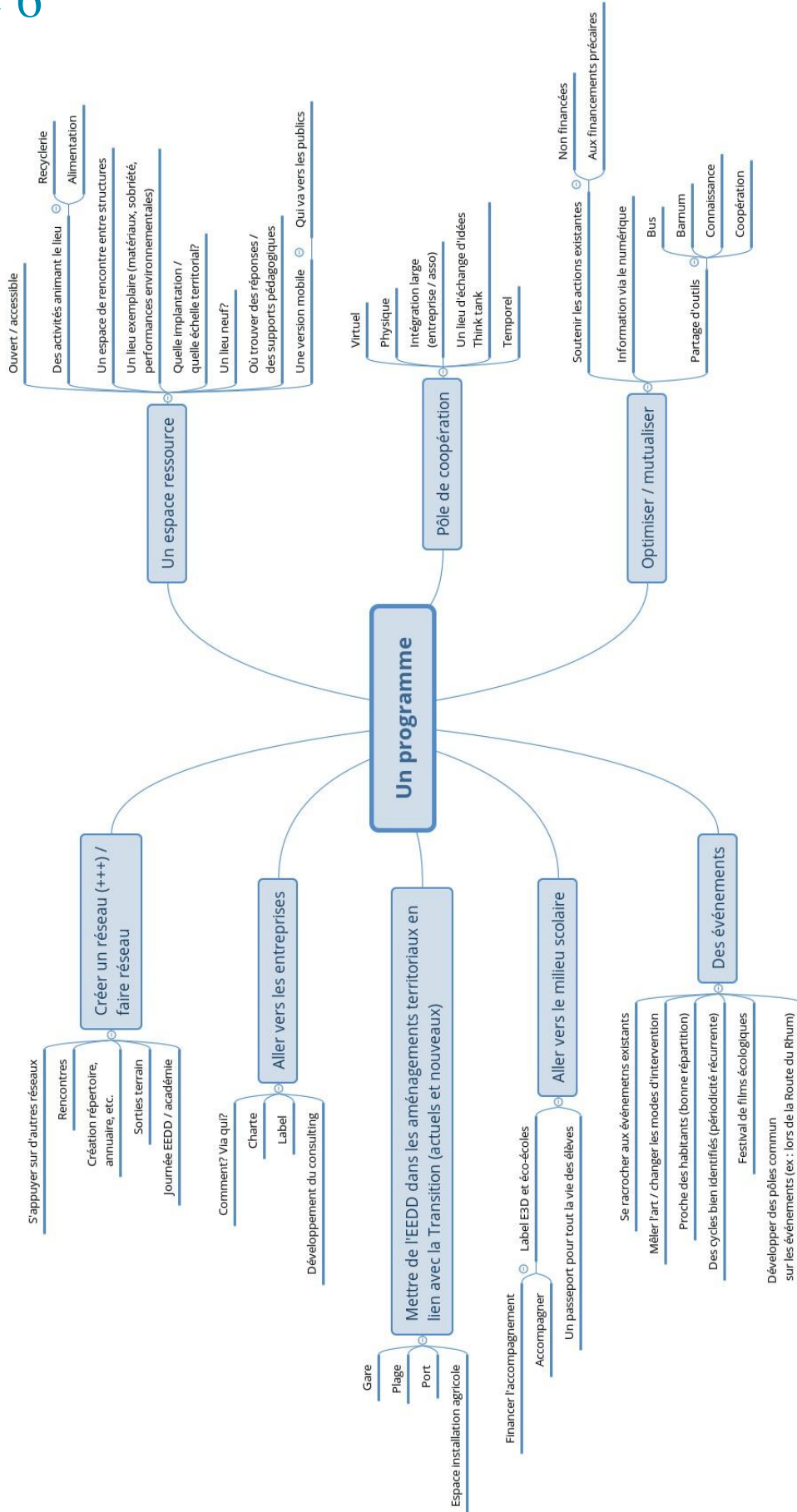
Annexe 5

Représentation illustrée du programme d'EEDD

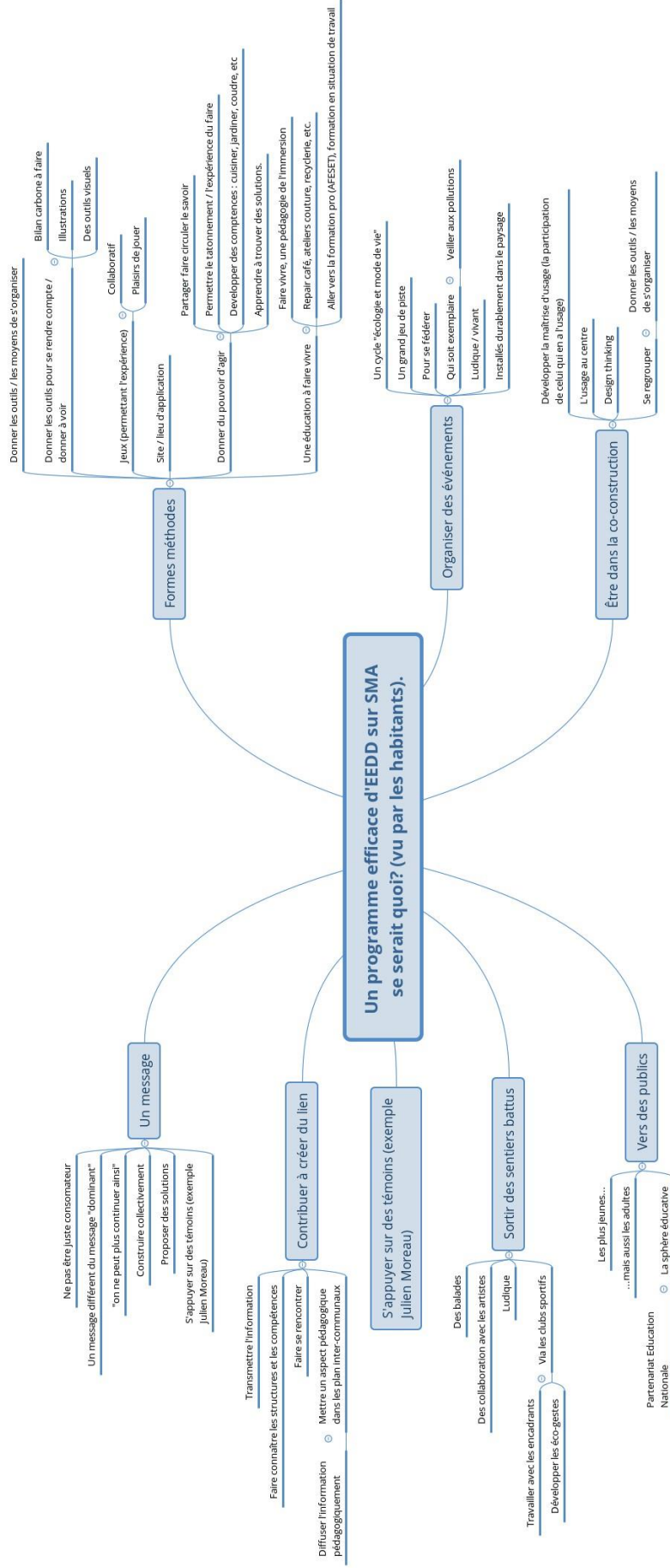


Représentation en carte mentale du programme d'EEDD

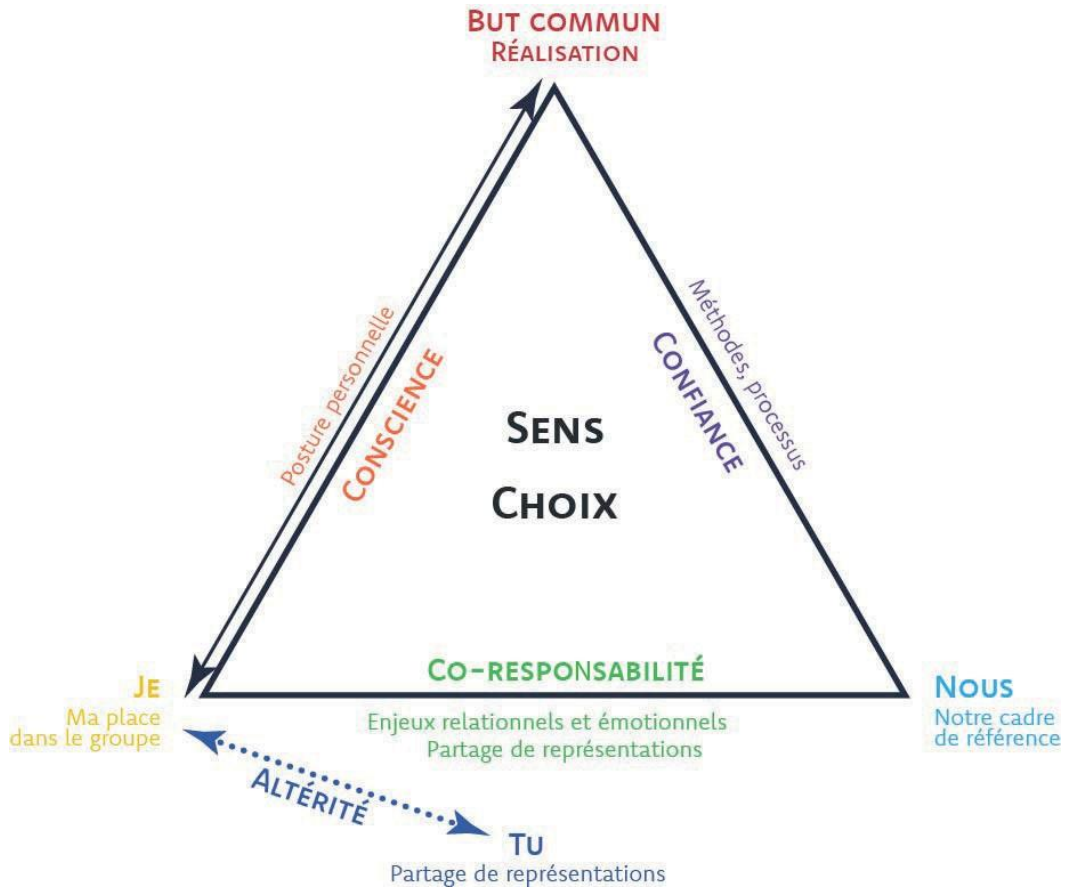
Annexe 6



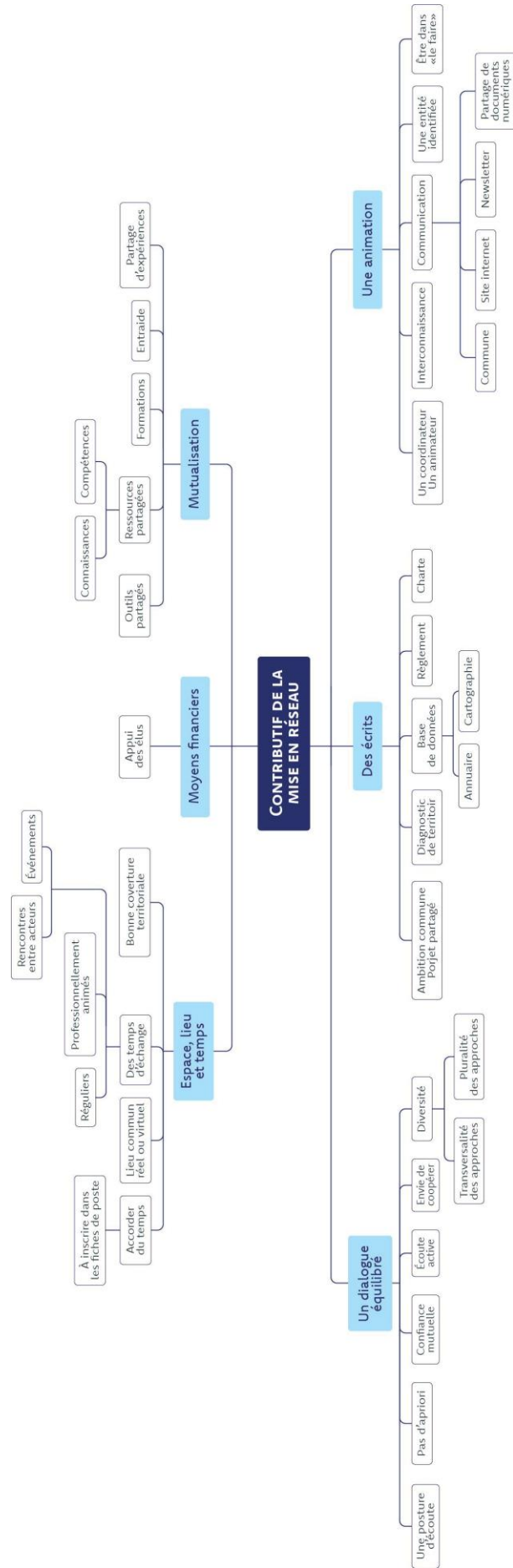
Représentation en carte mentale du programme d'EEDD



Annexe 8



Annexe 9



Annexe 10

